

Sur la proposition du Ministre du Travail et du Ministre des Affaires sociales et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 21 de la loi du 20 novembre 2022 portant des mesures concernant la pénurie de personnel dans le secteur des soins, remplacé par la loi du 15 décembre 2024, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots " le 31 décembre 2024 " sont remplacés par les mots " le 31 mars 2025 ";

2° dans l'alinéa 5, les mots " le 31 décembre 2024 " sont remplacés par les mots " le 31 mars 2025 ".

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 2024.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2025.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Op de voordracht van de Minister van Werk en van de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 21 van de wet van 20 november 2022 houdende maatregelen aangaande de personeelsschaarste in de zorgsector, vervangen bij de wet van 15 december 2024, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "op 31 december 2024" vervangen door de woorden "op 31 maart 2025";

2° in het vijfde lid worden de woorden "op 31 december 2024" vervangen door de woorden "op 31 maart 2025".

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 december 2024.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale zaken en de minister bevoegd voor Werk, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2025.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

REGIE DES BATIMENTS

[C - 2025/000102]

25 DECEMBRE 2024. — Arrêté royal autorisant la Régie des Bâtiments à s'associer avec l'Etat belge en vue de créer une association sans but lucratif afin de rendre possible la rénovation et la gestion du Pavillon chinois à Laeken et autorisant la Régie des Bâtiments à donner en concession le Pavillon chinois à l'association

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Considérant que le site du Pavillon chinois, a été mis à disposition de l'Etat belge par la Donation Royale dès 1912, afin de servir de musée pour les collections d'Extrême-Orient et les collections propres des Musées Royaux d'Art et d'Histoire, et qu'il est géré par la Régie des Bâtiments dans le cadre de sa mission légale en vertu de la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments ;

Considérant que le site est fermé au public depuis 2013 suite à des problèmes d'infrastructure du bâtiment ;

Considérant la nécessité de prendre les mesures nécessaires en vue de la rénovation et la gestion du bien ;

Considérant que selon l'article 2, § 1 de la loi précitée du 1^{er} avril 1971, la Régie des Bâtiments est chargée de mettre à la disposition de l'Etat et de gérer en bon père de famille les terrains, bâtiments et leurs dépendances nécessaires aux services de l'Etat, aux services publics gérés par lui, à l'exécution des obligations internationales de l'Etat dans le domaine immobilier ainsi qu'au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, y compris la mise à disposition temporaire à des tiers si un bien n'est temporairement pas nécessaire pour l'Etat et les services susmentionnés.

Qu'en vertu de l'article 2, § 4 de la loi précitée du 1^{er} avril 1971, la Régie des Bâtiments peut être autorisée, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, en vue de la réalisation des opérations visées à l'article 2 paragraphe 3, à s'associer avec une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit public ou privé en vue de la création d'une personne morale ;

REGIE DER GEBOUWEN

[C - 2025/000102]

25 DECEMBER 2024. — Koninklijk besluit tot machtiging van de Regie der Gebouwen om zich te verenigen met de Belgische Staat met het oog op de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk voor de renovatie en het beheer van het Chinees Paviljoen in Laken en tot machtiging van de Regie der Gebouwen om het Chinees Paviljoen in concessie te geven aan de vereniging

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Overwegende dat de site van het Chinees Paviljoen door de Koninklijke Schenking ter beschikking werd gesteld van de Belgische Staat vanaf 1912 om te dienen als museum voor de collecties van het Verre Oosten en de eigen collecties van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis en dat de site beheerd wordt door de Regie der Gebouwen in het kader van haar wettelijke opdracht krachtens de wet van 1 april 1971 tot oprichting van een Regie der Gebouwen;

Overwegende dat de site sinds 2013 voor het publiek gesloten is wegens problemen met de infrastructuur van het gebouw;

Gezien de noodzaak om de nodige maatregelen te nemen om het gebouw te renoveren en te beheren;

Overwegende dat volgens artikel 2, § 1 van voornoemde wet van 1 april 1971, de Regie der Gebouwen ermee belast is de terreinen, gebouwen en aanhorigheden ervan, die noodzakelijk zijn voor de diensten van de Staat, voor de door de Staat beheerde openbare diensten, voor de uitvoering van de internationale verplichtingen van de Staat inzake immobiliën, evenals voor de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, ter beschikking van de Staat te stellen en te beheren als een goed huisvader met inbegrip van de tijdelijke terbeschikkingstelling aan derden indien een goed tijdelijk niet nuttig is voor de Staat en de hierboven genoemde diensten.

Dat krachtens artikel 2, § 4 van voornoemde wet van 1 april 1971, de Regie der Gebouwen kan worden gemachtigd, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, om met het oog op de verwezenlijking van de in artikel 2 paragraaf 3 bedoelde verrichtingen, zich te verenigen met één of meer natuurlijke of rechtspersonen naar publiek- of privaatrecht met het oog op het oprichten van een rechtspersoon;

Qu'en vertu de l'article 2, § 3 de la loi précitée du 1^{er} avril 1971, la Régie des Bâtiments peut pour la réalisation de l'objectif visé au paragraphe 1 : 1° construire, rénover, aménager et entretenir des bâtiments, 2° acquérir des biens immeubles via achat, expropriation ou acquisition de droits réels, 3° vendre des biens immeubles ou établir des droits réels sur ces biens, 4° prendre, donner en location et mettre à disposition des biens immeubles à court ou à long terme à des tiers en attendant ou non une réaffectation du bien immeuble concerné, et 5° effectuer toute opération qui se rapporte à son objet ou qui est de nature à faciliter sa réalisation, en ce compris la conclusion de tout contrat ayant rapport à des droits réels ou personnels, l'établissement d'actes de base et d'actes authentiques. Ces opérations sont effectuées d'une manière loyale, minutieuse et intègre au nom et pour le compte de l'Etat ou de l'organisme public conformément à l'article 15 et en tenant compte des intérêts de toutes les parties concernées ;

Considérant que cet arrêté autorise la Régie des Bâtiments à s'associer avec l'Etat belge, en vue que ce dernier désigne le SPF Affaires étrangères à effectuer cette tâche pour l'Etat belge dans l'association à constituer;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 novembre 2024 ;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 12 décembre 2024 ;

Sur la proposition du Secrétaire d'Etat à la Digitalisation, chargé de la Régie des Bâtiments, adjoint au Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères et sur l'avis de nos ministres qui en ont délibéré en Conseil du 20 décembre 2024,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Régie des Bâtiments, est autorisée à se réunir avec l'Etat belge en vue de créer une association sans but lucratif afin de rendre possible la rénovation et la gestion du site du Pavillon chinois, sis avenue Van Praet, 44 à 1020 Bruxelles, connu au cadastre de Bruxelles, sous la dix-huitième division, section E, parcelle 0235B P0000.

Art. 2. Les modalités de cette constitution d'association sans but lucratif sont prévues dans le projet de statuts annexé au présent arrêté.

Art. 3. La création de l'association visée à l'article 1 est organisée selon les principes suivants :

1. L'Etat belge désigne le SPF Affaires étrangères, en tant que représentant dans l'association à constituer ;

2. Dans leur qualité de membres effectifs et fondateurs, la Régie des Bâtiments et l'Etat belge - représenté par le SPF Affaires étrangères -, maintiennent toujours un pouvoir décisif sur les organes de l'association sans but lucratif ;

3. La Régie des Bâtiments et l'Etat belge conserveront leur qualité de membre de l'association sans but lucratif pendant la durée de la concession domaniale afin de veiller au respect par l'association sans but lucratif des intérêts de l'Etat spécifiquement liés à la préservation du site tenant compte de sa grande valeur patrimoniale et culturelle ;

4. L'association est seule responsable du financement et de l'exécution complète des travaux de rénovation du site, et ce, sur la base de l'étude réalisée par Origin pour le compte et sous contrôle de la Régie des Bâtiments. La responsabilité de l'association est sans limitation de montant quant au coût des travaux. Ni la Régie des Bâtiments ni l'Etat belge ne sont financièrement responsables des travaux ;

5. En ce qui concerne l'étude réalisée et à réaliser par Origin pour le compte et sous contrôle de la Régie des Bâtiments, cette dernière s'est engagée à un montant de 579.173,59 € HT.V.A. (700.800,04 € T.V.A.C), d'honoraires pour l'exécution de l'étude comprenant les phases Esquisse, Avant-projet, Projet, Assistance lors du contrôle des offres et intervention pendant les travaux telle que décrit au contrat d'étude du 29 janvier 2018. Tout surplus d'honoraires sera pris en charge par l'association ;

Dat krachtens artikel 2, § 3 van voornoemde wet van 1 april 1971, de Regie der Gebouwen om het doel bepaald in paragraaf 1 te realiseren: 1° gebouwen mag oprichten, renoveren, inrichten en onderhouden, 2° onroerende goederen mag verwerven via aankoop, onteigening of het verwerven van zakelijke rechten, 3° onroerende goederen mag verkopen of er zakelijke rechten op vestigen, 4° onroerende goederen mag huren, verhuren en voor korte of langere tijd ter beschikking stellen van derden, al dan niet in afwachting van een herbestemming van het betrokken onroerend goed, en 5° alle handelingen verrichten die betrekking hebben op het doel dat zij nastreeft of die van aard zijn de verwezenlijking hiervan te vergemakkelijken, met inbegrip van het afsluiten van alle contracten die betrekking hebben op persoonlijke of zakelijke rechten, het opstellen van basisakten en authentieke akten. Deze verrichtingen worden op loyale, zorgvuldige en integere wijze uitgevoerd ten name en voor rekening van de Staat of van de openbare instelling overeenkomstig artikel 15 en rekening houdend met de belangen van alle daarbij betrokken partijen;

Overwegende dat dit besluit de Regie der Gebouwen machtigt om zich te verenigen met de Belgische Staat waarbij die laatstgenoemde de FOD Buitenlandse Zaken aanwijst om deze taak uit te oefenen voor de Belgische Staat in de op te richten vereniging;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 november 2024;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 12 december 2024;

Op voorstel van de Staatssecretaris voor Digitalisering, belast met de Regie der Gebouwen, toegevoegd aan de Eerste Minister, en de Minister van Buitenlandse Zaken en op advies van onze Ministers die hierover hebben beraadslaagd in de Raad van 20 december 2024,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Regie der Gebouwen wordt gemachtigd om zich met de Belgische Staat te verenigen teneinde een vereniging zonder winstoogmerk op te richten met het oog op de renovatie en het beheer van het Chinees Paviljoen, gelegen aan de Van Praetlaan 44 te 1020 Brussel, ten kadaster van Brussel gekend, onder achttiende afdeling, sectie E, perceel 0235B P0000.

Art. 2. De modaliteiten van de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk worden uiteengezet in het bij dit besluit gevoegde ontwerp van statuten.

Art. 3. De oprichting van de vereniging bedoeld in artikel 1 vindt plaats overeenkomstig de volgende principes:

1. De Belgische Staat wijst de FOD Buitenlandse Zaken aan als vertegenwoordiger in de op te richten vereniging;

2. In hun hoedanigheid van effectieve leden en oprichters behouden de Regie der Gebouwen en de Belgische Staat - vertegenwoordigd door de FOD Buitenlandse Zaken - steeds een beslissingsbevoegdheid over de organen van de vereniging zonder winstoogmerk;

3. De Regie der Gebouwen en de Belgische Staat behouden voor de duur van de domeinconcessie hun hoedanigheid van lid van de vereniging zonder winstoogmerk om te waarborgen dat de vereniging zonder winstoogmerk de belangen van de Staat respecteert die specifiek verband houden met het behoud van de site, rekening houdend met de grote erfgoed- en culturele waarde ervan;

4. De vereniging is als enige verantwoordelijk voor de financiering en de volledige uitvoering van de renovatiewerken van de site en dit op basis van de studie die Origin uitvoerde voor rekening en onder toezicht van de Regie der Gebouwen. De verantwoordelijkheid van de vereniging is onbeperkt wat betreft de kostprijs van de werken. Noch de Regie der Gebouwen, noch de Belgische Staat zijn derhalve financieel verantwoordelijk voor de werken;

5. Met betrekking tot de studie die werd uitgevoerd en zal worden uitgevoerd door Origin voor rekening en onder toezicht van de Regie der Gebouwen, heeft deze laatste zich ertoe verbonden een ereloon te betalen van €579.173,59, exclusief btw (€700.800,04 inclusief btw) voor de uitvoering van de studie, met inbegrip van het Schetsontwerp, het Voorontwerp, het Project, de Bijstand tijdens de controle van de offertes en de tussenkomst tijdens de fasen van de werken, zoals beschreven in het studiecontract van 29 januari 2018. Alle bijkomende erelonen worden ten laste genomen door de vereniging;

6. L'association est également responsable de l'obtention des permis et autorisations nécessaires, ainsi que de la gestion, de la mise en œuvre, du suivi et du financement des travaux de rénovation du site ;

7. L'association est responsable de la gestion du Pavillon chinois et de ses annexes (écuries, kiosque) après les travaux, en vue de garantir son accessibilité au public ;

8. La Régie des Bâtiments s'engage à octroyer une concession domaniale à l'association afin que le Pavillon chinois puisse faire l'objet d'une rénovation et d'une gestion liées à la préservation du site, tenant compte de sa grande valeur patrimoniale et culturelle ;

Art. 4. La Régie des Bâtiments est autorisée à donner le bien immobilier, sis avenue Van Praet 44, à 1020 Bruxelles, cadastré sous la section E, parcelle n°235B P0000, connu comme le « Pavillon chinois », en concession à ladite association sans but lucratif à créer. Cette concession entrera en vigueur au moment de l'approbation du premier permis de construire autorisant les travaux de rénovation prévus, en tout ou en partie.

Cette concession domaniale est octroyée pour cause d'utilité publique, plus précisément pour des activités et événements culturels, diplomatiques et d'affaires entre la Belgique et l'Asie.

La concession est consentie et acceptée moyennant une redevance fixe annuelle symbolique d'un euro.

Art. 5. La concession est accordée pour une durée de 30 ans à partir de l'approbation du premier permis de construire autorisant les travaux de rénovation prévus, en tout ou en partie. Dès la signature de la concession, l'association sans but lucratif est autorisée de prendre toutes les initiatives et mesures habituelles et nécessaires, directement ou indirectement, pour la réalisation des travaux et de l'exploitation prévus.

La concession ne peut être prolongée qu'une seule fois pour une nouvelle période de 30 ans, à l'issue de laquelle elle prendra fin de plein droit sans qu'aucun préavis ne soit requis.

Art. 6. Le concédant peut mettre fin unilatéralement à la convention de concession à tout moment moyennant le respect d'un préavis de deux ans, sans aucune indemnité.

Art. 7. Le concessionnaire est responsable de tout l'entretien du site, à savoir l'entretien du propriétaire et l'entretien du locataire.

Art. 8. Les modalités de cette concession domaniale sont prévues dans le projet de convention annexé au présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le secrétaire d'Etat compétent pour la Régie des Bâtiments est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2024.

PHILIPPE

Par le Roi :

A. DE CROO,
Premier Ministre

B. QUINTUIN,
Ministre des Affaires étrangères

M. MICHEL,
Secrétaire d'État chargé de la Régie des Bâtiments

6. De vereniging is ook verantwoordelijk voor het verkrijgen van de nodige vergunningen en toelatingen en voor het beheer, de uitvoering, de opvolging en de financiering van de renovatiewerken op de site;

7. De vereniging is verantwoordelijk voor het beheer van het Chinees paviljoen en zijn bijgebouwen (stallen, kiosk) na de werken, zodat deze toegankelijk blijven voor het publiek;

8. De Regie der Gebouwen verbindt zich ertoe om een domeinconcessie te verlenen aan de vereniging zodat het Chinees Paviljoen het voorwerp kan uitmaken van een renovatie en een beheer die verband houden met het behoud van de site, rekening houdend met de grote erfgoed- en culturele waarde ervan.

Art. 4. De Regie der Gebouwen is gemachtigd om het onroerend goed gelegen aan de Van Praetlaan 44 te 1020 Brussel, gekadastreerd onder sectie E, perceel nr. 235B P0000, gekend onder de naam "Chinees Paviljoen", in concessie te geven aan de vereniging zonder winstoogmerk die zal worden opgericht. Deze concessie zal in werking treden op het ogenblik van de goedkeuring van de eerste bouwvergunning die de volledige of gedeeltelijke uitvoering van de voorziene renovatiewerken toestaat.

Deze domeinconcessie wordt verleend voor openbaar nut, meer bepaald voor culturele, diplomatieke en zakelijke activiteiten en evenementen tussen België en Azië.

De concessie wordt verleend en aanvaard mits een vaste symbolische vergoeding van één euro per jaar.

Art. 5. De concessie wordt toegekend voor een periode van 30 jaar vanaf de goedkeuring van de eerste bouwvergunning die de volledige of gedeeltelijke uitvoering van de voorziene renovatiewerken toestaat. Zodra de concessie is ondertekend, is de vereniging zonder winstoogmerk gemachtigd om alle gebruikelijke en noodzakelijke initiatieven en maatregelen te nemen, direct of indirect, om de voorziene werken en uitbating uit te voeren.

Zij kan slechts eenmaal worden verlengd voor een nieuwe periode van 30 jaar, na afloop waarvan zij van rechtswege eindigt zonder dat enige opzegtermijn vereist is

Art. 6. De concessieverlener kan de concessieovereenkomst ten allen tijde eenzijdig beëindigen met inachtneming van een opzegtermijn van twee jaren en zonder vergoeding.

Art. 7. De concessiehouder is verantwoordelijk voor alle onderhoud van de site, met name zowel het eigenaarsonderhoud als het huurdersonderhoud.

Art. 8. De voorwaarden van deze domeinconcessie zijn bepaald in de ontwerpovereenkomst die bij dit besluit is gevoegd.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de datum van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De staatssecretaris bevoegd voor de Regie der Gebouwen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 25 december 2024.

FILIP

Van Koningswege :

A. DE CROO,
Eerste Minister

B. QUINTUIN,
Minister van Buitenlandse Zaken

M. MICHEL,
Staatssecretaris belast met de Regie der Gebouwen

Annexe 1. à l'arrêté royal du 25 décembre 2024 autorisant la Régie des Bâtiments à s'associer avec l'Etat belge en vue de créer une association sans but lucratif afin de rendre possible la rénovation et la gestion du Pavillon chinois à Laeken et autorisant la Régie des Bâtiments à donner en concession le Pavillon chinois à l'association

Constitution et statuts de l'association sans but lucratif « Palais chinois et des pays des routes de la soie »

Les soussignés,

1. **La REGIE DES BÂTIMENTS**, titulaire du numéro d'entreprise 0208.312.646,

dont le siège administratif est établi à 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or 87, boîte 2, pour laquelle intervient Monsieur Mathieu MICHEL, Secrétaire d'Etat chargé de la Régie des Bâtiments;

2. **L'ETAT BELGE**, représenté par le **Service Public Fédéral Affaires étrangères**, titulaire du numéro d'entreprise 0308.358.149

dont le siège administratif est établi à 1000 Bruxelles, rue des Petits Carmes, 15 pour laquelle intervient Monsieur Bernard QUINTUIN, Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales,

conviennent,

conformément à l'Arrêté Royal du 25 décembre 2024 autorisant la Régie des Bâtiments à se réunir avec l'Etat belge, représenté par le SPF Affaires étrangères, en vue de créer une association sans but lucratif afin de rendre possible la rénovation et la gestion du Pavillon chinois à Laeken, et autorisant la Régie des Bâtiments à donner le bien en concession à l'association, de constituer entre eux une association sans but lucratif dénommée « Palais chinois et

Bijlage 1. bij het koninklijk besluit van 25 december 2024 tot machtiging van de Regie der Gebouwen om zich te verenigen met de Belgische Staat met het oog op de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk voor de renovatie en het beheer van het Chinees Paviljoen in Laken en tot machtiging van de Regie der Gebouwen om het Chinees Paviljoen in concessie te geven aan de vereniging

Oprichting en statuten van de vereniging zonder winstoogmerk "Chinees Paleis en van de landen van de Zijderoutes"

De ondergetekenden,

1. **De REGIE DER GEBOUWEN**, houder van ondernemingsnummer 0208.312.646,

waarvan de administratieve zetel gevestigd is te 1060 Brussel, Gulden Vlieslaan 87 bus 2, voor wie optreedt de heer Mathieu MICHEL, Staatssecretaris belast met de Regie der Gebouwen;

2. **DE BELGISCHE STAAT**, vertegenwoordigd door de **Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken**, ondernemingsnummer 0308.358.149

waarvan de administratieve zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Karmelietenstraat, 15 voor wie optreedt de Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en de Federale Culturele Instellingen, de heer Bernard QUINTUIN,

komen overeen

overeenkomstig het koninklijk besluit van 25 december 2024 waarbij de Regie der Gebouwen gemachtigd wordt om zich te verenigen met de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de FOD Buitenlandse Zaken, teneinde een vereniging zonder winstoogmerk op te richten om de renovatie en het beheer mogelijk te maken van het Chinees Paviljoen in Laken, en waarbij de Regie der Gebouwen

des pays des routes de la soie» ayant son siège en Région de Bruxelles-Capitale, avenue de la Toison d'Or, 87 bte 2, à 1060 Bruxelles.

Les soussignés déclarent faire les apports suivants à cette association :

- par la Régie des Bâtiments, précitée : le résultat de l'étude réalisée et à réaliser par le bureau « Origin Architecte & Engineering » (ci-après « Origin ») pour le compte de la Régie des Bâtiments.

La Régie des Bâtiments déclare en outre mettre à disposition de l'association, sous forme de concession domaniale, l'immeuble dénommé « Pavillon Chinois » sis à 1000 Bruxelles, avenue Van Praet, 44, connu au cadastre de Bruxelles, sous la dix-huitième division, section E, parcelle 0235B P0000, (ci-après, le « Pavillon chinois »), comprenant le bâtiment principal, les écuries et le kiosque pendant le temps nécessaire à l'exécution des travaux de rénovation du site tels que prévus dans le résultat de l'étude d'Origin et ensuite pour la gestion de ce site, selon les conditions reprises dans le projet de concession ci-annexé.

STATUTS

Les soussignés ont ensuite déclaré arrêter comme suit les statuts de l'association sans but lucratif.

TITRE I - Forme légale – Dénomination – Siège – Objet – Durée

Art. 1. Forme et dénomination

L'association revêt la forme d'une association sans but lucratif et est régie par le Code des Sociétés et Associations. Elle est dénommée « Palais chinois et des pays des routes de la soie ».

Art. 2. Siège

gemachtigd wordt om het goed in concessie te geven aan de vereniging,

om onderling een vereniging zonder winstoogmerk op te richten onder de naam "Chinees Paleis en van de landen van de Zijderoutes" met zetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Gulden Vlieslaan 87 bus 2, te 1060 Brussel.

De ondergetekenden verklaren volgende inbreng in deze vereniging te doen:

- door de Regie der Gebouwen, voornoemd: het resultaat van de studie uitgevoerd door het bureau "Origin Architecte & Engineering" (hierna "Origin") voor rekening van de Regie der Gebouwen.

De Regie der Gebouwen verklaart bovendien om aan de vereniging het gebouw gelegen te 1000 Brussel, Van Praetlaan, 44, ten kadaster van Brussel gekend, onder achttiende afdeling, sectie E, perceel 0235B P0000 (hierna, het "Chinees Paviljoen") ter beschikking te stellen in de vorm van een domeinconcessie, dat het hoofdgebouw, de stallen en de kiosk omvat, gedurende de tijd die nodig is voor de uitvoering van de renovatiewerken van de site zoals voorzien in het resultaat van de studie van Origin en vervolgens voor het beheer van die site, overeenkomstig de voorwaarden die worden vermeld in het bijgevoegde ontwerp van concessie.

STATUTEN

De ondergetekenden hebben vervolgens verklaard de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk vast te stellen als volgt.

TITEL I. - Rechtsvorm – Naam – Zetel – Voorwerp – Duur

Art 1. Vorm en naam

De vereniging neemt de vorm aan van een vereniging zonder winstoogmerk en wordt beheerst door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Ze wordt "Chinees Paleis en van de landen van de Zijderoutes" genoemd.

Art. 2. Zetel

Le siège est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. But désintéressé et objet

L'association a pour but désintéressé d'assurer la rénovation et la gestion administrative, financière, patrimoniale et culturelle du Pavillon chinois ainsi que toutes les activités et événements relatifs à celui-ci.

Cette construction surprenante, intégrée au paysage autour du Palais Royal de Laeken, est due à l'architecte français Alexandre Marcel. Construit à l'initiative du Roi Léopold II après l'Exposition universelle de Paris en 1900, le Pavillon chinois fut installé avec la Tour japonaise voisine aux abords du domaine royal de Laeken afin de promouvoir les bonnes relations économiques, culturelles et diplomatiques, entre la Belgique, la Chine et le Japon.

Inauguré en 1913, le Pavillon chinois abrita une exposition commerciale valorisant les relations de la Belgique avec l'Extrême-Orient. Fermé pendant la Première Guerre mondiale, il passa ensuite, avec la Tour japonaise, sous la tutelle du département des Sciences et des Arts des Musées royaux d'Art et d'Histoire.

Ensemble, les deux édifices devinrent ainsi en 1921 les Musées d'Extrême-Orient de Belgique. L'extérieur et l'intérieur du Pavillon, ainsi que les annexes et les boiseries sculptées des façades exécutées à Shanghai à la fin du XIXe siècle, furent entièrement restaurés au début des années 1990 sous le contrôle de l'Institut royal du Patrimoine artistique. Malgré cette restauration, le Pavillon chinois et la Tour japonaise furent fermés en 2013 pour pallier aux manques de sécurité et de stabilité qu'ils présentaient. Depuis lors, le public n'y a plus accès.

De zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 3. Belangeloos doel en voorwerp

De vereniging heeft als belangeloos doel het instaan voor de renovatie en voor het administratief, financieel, cultureel en patrimoniumbeheer van het Chinees Paviljoen evenals alle activiteiten en evenementen betreffende het Chinees Paviljoen.

Deze verrassende constructie, die in het landschap nabij het Koninklijk Paleis van Laken geïntegreerd is, hebben we te danken aan de Franse architect Alexandre Marcel. Het Chinees Paviljoen werd gebouwd op initiatief van Koning Leopold II na de Wereldtentoonstelling van Parijs in 1900 en werd samen met de naburige Japanse Toren opgericht in de nabije omgeving van het Koninklijk Domein van Laken teneinde de goede economische betrekkingen tussen België, China en Japan te bevorderen.

Het Chinees Paviljoen dat officieel geopend werd in 1913 bood onderdak aan een commerciële tentoonstelling die de betrekkingen van België met het Verre Oosten opwaardeerde. Het Chinees Paviljoen sloot zijn deuren tijdens de Eerste Wereldoorlog en kwam vervolgens samen met de Japanse Toren in handen van het Departement voor Kunsten en Wetenschappen van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis.

Samen werden de twee gebouwen in 1921 de Musea van het Verre Oosten. Zowel de binnen- als buitenkant van het Paviljoen evenals de bijgebouwen en het gesculptuurd houtwerk van de gevels dat werd verwezenlijkt te Shanghai aan het einde van XIXde eeuw, werden volledig gerestaureerd in het begin van de jaren 1990 onder toezicht van het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium. Ondanks die restauratie werden het Chinees Paviljoen en de Japanse Toren gesloten in 2013 om de veiligheids- en stabiliteitsproblemen die ze vertoonden op

Selon ce qui est énoncé ci-dessus et avec la volonté de sauvegarder durablement cet élément du patrimoine bruxellois et chinois, l'association sans but lucratif « Palais chinois et des pays des routes de la soie » poursuit les deux principaux objectifs suivants:

- Assurer le financement et le suivi de la restauration du Pavillon chinois, ainsi que ses équipements futurs, son entretien et son animation en coordination avec les services compétents
- Garantir le fonctionnement et la qualité de la nouvelle affectation du Pavillon chinois orientée à la fois vers une activité culturelle (ouverture permanente au public en journée), des objectifs diplomatiques et l'entretien des relations amicales entre des entreprises et institutions belges et asiatiques.

Avoir la chance de posséder un site de cette qualité sur le territoire belge, symbolisant depuis son origine les échanges et relations belgo-chinoises, constitue une opportunité idéale pour y maintenir des activités qui correspondent à la fois aux objectifs d'origine et aux réalités actuelles.

Afin de réaliser ce but désintéressé, l'association a pour objet les activités qui suivent, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre :

- gérer le bien immobilier dit « Pavillon chinois » sis à 1000 Bruxelles, avenue Van Praet, 44 propriété de la Donation Royale, et géré par la Régie des Bâtiments ;
- organiser les travaux de restauration du « Pavillon chinois », financer ladite rénovation et en assurer le suivi technique, entretenir, gérer,

te lossen. Sindsdien is het Chinees Paviljoen niet meer toegankelijk voor het publiek.

Rekening houdend met het bovenstaande en gelet op de wil om dit element van het Brussels en Chinees erfgoed duurzaam te behouden, streeft de vereniging zonder winstoogmerk "Chinees Paleis en van de landen van de Zijderoutes" de volgende doelstellingen na:

- Instaan voor de financiering en de opvolging van de restauratie van het Chinees paviljoen evenals van zijn toekomstige uitrustingen, het onderhoud en de activiteiten in coördinatie met de bevoegde diensten
- De werking en de kwaliteit waarborgen van de nieuwe bestemming van het "Chinees Paviljoen" die zowel gericht is op culturele activiteiten (permanente opening voor het publiek overdag) als op diplomatieke doelstellingen en vriendschappelijke betrekkingen tussen Belgische en Aziatische ondernemingen en instellingen.

Het geluk hebben om een site met deze kwaliteit op het Belgisch grondgebied te bezitten, dat vanaf het begin symbool staat voor de Belgisch-Chinese uitwisselingen en relaties, vormt een ideale kans om er activiteiten in te organiseren die zowel tegemoetkomen aan de oorspronkelijke doelstellingen als aan de huidige realiteit.

Ter verwezenlijking van dit belangeloos doel heeft de vereniging voor eigen rekening de volgende activiteiten tot voorwerp, zowel in België als in het buitenland:

- het beheren van het onroerend goed "Chinees Paviljoen" gelegen te 1000 Brussel, Van Praetlaan 44, eigendom van de Koninklijke Schenking en beheerd door de Regie der Gebouwen;
- het organiseren van de restauratiewerken van het "Chinees Paviljoen", het financieren van de

développer et exploiter le site du « Pavillon chinois », y inclus le donner en location et mettre à disposition de tiers. Ces activités seront exercées tout en respectant le caractère patrimonial, architectural et extrêmement symbolique du site ainsi que sa destination d'intérêt public.

- de garantir l'ouverture du « Pavillon chinois » au public.
- de garantir un accès prioritaire au Pavillon chinois et à ses annexes aux responsables institutionnels et aux entreprises mécènes du projet en veillant à ne pas entraver l'accès du public au site sauf lors d'événements spéciaux ou de circonstances particulières nécessitant des restrictions temporaires. Cependant, la plupart du temps, le site devra rester ouvert au public.
- garantir l'ouverture du bâtiment principal et ses annexes au moins 200 jours calendaires par an, de manière entièrement accessible, en assurant une ouverture interactive du site, permettant de transmettre son histoire, son patrimoine et ses valeurs aux visiteurs.
- garantir l'ouverture du site à au moins deux groupes cibles différents : d'une part les touristes et les visiteurs, et d'autre part, les entreprises et institutions publiques belges et étrangères, en particulier celles qui collaborent avec des pays asiatiques dans le but d'entretenir des relations économiques,

renovatie en het instaan voor de technische opvolging, het onderhouden, het beheren, ontwikkelen en uitbaten van de site van het "Chinees Paviljoen" inclusief het verhuren en ter beschikking stellen van derden. Deze activiteiten zullen uitgeoefend worden rekening houdend met het patrimoniale, architecturale en uiterst symbolische karakter van de site evenals zijn bestemming van openbaar nut.

- het waarborgen van de opening van het "Chinees Paviljoen" voor het publiek.
- het waarborgen van een prioritaire toegang tot het Chinees Paviljoen en zijn bijgebouwen voor de institutionele verantwoordelijken en voor de sponsorende ondernemingen van het project, waarbij ervoor gezorgd wordt dat de toegang tot de site voor het publiek niet in het gedrang komt, behalve tijdens speciale evenementen of in geval van bijzondere omstandigheden waarvoor tijdelijke beperkingen vereist zijn. De site moet evenwel het merendeel van de tijd open blijven voor het publiek.
- garanderen dat het hoofdgebouw en de bijgebouwen ten minste 200 kalenderdagen per jaar volledig toegankelijk zijn, zodat de site interactief wordt opengesteld en de geschiedenis, het erfgoed en de waarden ervan aan de bezoekers kunnen worden doorgegeven.
- ervoor zorgen dat de site toegankelijk is voor ten minste twee verschillende doelgroepen: enerzijds toeristen en bezoekers, en anderzijds Belgische en buitenlandse bedrijven en openbare instellingen, in het bijzonder die welke samenwerken met Aziatische landen, met als doel het onderhouden van economische,

diplomatiques, culturelles et amicales entre les entreprises et institutions belges et asiatiques.

- organiser diverses activités culturelles ouvertes au public, comprenant au moins deux grandes expositions par an, ainsi que des conférences, des concerts et d'autres événements, dans le bâtiment principal et/ou les annexes, organiser des activités lucratives visant uniquement à générer des fonds pour assurer le bon fonctionnement de l'association et de ses activités. Par activités lucratives, il est notamment visé la location du site pour des événements en lien avec l'objet social de l'association, l'exploitation d'une boutique ou encore la mise en place d'une cafétéria destinée à l'usage des visiteurs.

Elle dispose, de manière générale, d'une pleine capacité juridique pour accomplir tous les actes et opérations ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou qui seraient de nature à faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation de cet objet.

Elle peut participer par voie d'association, d'apport, de fusion, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, associations ou entreprises dont l'objet est identique, analogue ou connexe au sien ou susceptible de favoriser les activités et objectifs décrits ci-avant.

Elle peut exercer les fonctions d'administrateur ou liquidateur dans d'autres associations.

Art. 4. Durée

L'association est constituée pour une durée prenant fin 30 ans après l'approbation du premier permis de construire autorisant les

diplomatieke, culturele en vriendschappelijke betrekkingen tussen Belgische en Aziatische bedrijven en instellingen.

- verschillende culturele activiteiten te organiseren die openstaan voor het publiek, waaronder minstens twee grote tentoonstellingen per jaar, alsook conferenties, concerten en andere evenementen, in het hoofdgebouw en/of de bijgebouwen, activiteiten met winst oogmerk te organiseren die uitsluitend tot doel hebben fondsen te genereren om de goede werking van de vereniging en haar activiteiten te verzekeren. Winstgevend activiteiten omvatten het verhuren van de locatie voor evenementen die verband houden met het doel van de vereniging, het uitbaten van een winkel of het inrichten van een cafetaria voor bezoekers.

Zij heeft in het algemeen de volle rechtsbekwaamheid om alle handelingen en verrichtingen te stellen die een rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar doel of welke van die aard zouden zijn dat zij de verwezenlijking van dit doel, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of ten dele vergemakkelijken.

Zij kan belangen nemen door associatie, inbreng, fusie, financiële tussenkomst of op gelijk welke andere wijze, in alle vennootschappen, verenigingen of ondernemingen met een identiek, gelijklopend of samenhangend doel met het hare of die van aard kunnen zijn de hiervoor beschreven activiteiten en doelstellingen te bevorderen.

Zij kan de functies van bestuurder of vereffenaar uitoefenen in andere verenigingen.

Art. 4. Duur

De vereniging wordt opgericht voor een periode die eindigt 30 jaar na de goedkeuring van de eerste bouwvergunning

travaux de rénovation prévus, en tout ou en partie.

Cette durée ne peut être prolongée qu'une seule fois pour une nouvelle période de 30 ans, à l'issue de laquelle elle prendra fin de plein droit.

La durée de l'association prend également fin de plein droit si la concession domaniale prend fin et le jour où cette fin prend effet.

TITRE II. - Membres

Section I. Admission

Art. 5. Membres

L'association comporte deux catégories de membres :

1. Les membres effectifs

Le nombre de membres de l'association n'est pas limité. Il ne peut être inférieur à deux.

Les fondateurs sont d'office membres effectifs et sont les premiers membres effectifs qui disposent de tous les droits accordés aux membres visés dans le code des sociétés et associations et les présents statuts.

Les membres fondateurs, en tant que membres effectifs, disposent toujours de la majorité des voix dans les organes légaux. Les fonctionnaires nommés représentant la Régie des Bâtiments et le SPF Affaires étrangères disposent d'un droit de veto dans les organes légaux.

2. Les membres adhérents et membres honoraires

Toute personne physique, personne morale ou organisation qui soutient les buts de l'association peut introduire auprès de celle-ci une demande écrite afin de devenir un membre adhérent.

Le Conseil d'administration se réserve le droit, à sa seule discrétion et sans avoir à justifier sa décision, d'accepter ou de refuser un candidat en tant que membre adhérent. Les membres adhérents ont uniquement les droits et obligations définis dans les présents statuts, ils peuvent assister aux assemblées générales mais n'ont pas de droit de vote.

die de volledige of gedeeltelijke uitvoering van de voorziene renovatiewerken toestaat.

De duur kan slechts eenmaal worden verlengd voor een nieuwe periode van 30 jaar, na afloop waarvan hij van rechtswege eindigt.

De duur van de vereniging eindigt eveneens van rechtswege indien de domeinconcessie) eindigt en de dag waarop dat einde ingaat.

TITEL II. - Leden

Afdeling I. Toelating

Art. 5. Leden

De vereniging bestaat uit twee categorieën leden:

1. De effectieve leden

Het aantal leden van de vereniging is niet beperkt. Het aantal leden kan niet minder bedragen dan twee.

De oprichters zijn van ambtswege effectieve leden en zijn de eerste effectieve leden die beschikken over alle rechten die worden toegekend aan de leden bedoeld in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en in deze statuten.

De stichtende leden beschikken als effectieve leden steeds over de meerderheid van de stemmen in de wettelijke organen. De benoemde ambtenaren die de Regie der Gebouwen en de FOD Buitenlandse Zaken vertegenwoordigen beschikken over een vetorecht in de wettelijke organen.

2. De toegetroden leden en de ereleden

Elke natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie die de doelstellingen van de vereniging ondersteunt, kan bij de vereniging een schriftelijke aanvraag indienen om een toegetroden lid te worden. De raad van bestuur behoudt zich het recht voor om, naar goeddunken en zonder zijn beslissing te moeten verantwoorden, een kandidaat te aanvaarden of te weigeren als toegetroden lid. Toegetroden leden hebben enkel de rechten en plichten die in deze statuten worden omschreven, ze mogen de algemene vergaderingen bijwonen maar hebben geen stemrecht.

Le cas échéant, le Conseil d'administration peut également accepter des membres honoraires. Les membres honoraires peuvent assister aux assemblées générales mais n'ont pas de droit de vote.

Art. 6. Procédure d'admission des membres effectifs

Les fondateurs sont d'office membre effectif.

L'assemblée générale décide de l'admission de tout autre candidat, qui n'a pas la qualité de membre fondateur, comme membre effectif de l'association.

A cette fin, le candidat devra adresser au conseil d'administration, par courrier ordinaire et/ou par e-mail à l'adresse électronique de l'association), une demande motivée indiquant nom, prénom et domicile/dénomination et siège ainsi que, le cas échéant, l'identité du/des membre(s) qui l'a/ont présenté(s)).

Si le candidat est une personne morale, ce dernier doit désigner une personne physique dûment mandatée chargée de le représenter.

Dans les six mois de la réception de cette demande, le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale pour statuer sur la demande.

Dans les huit jours après que l'assemblée générale se soit réunie et ait pris une décision à l'unanimité, le conseil d'administration notifie, par courrier ordinaire ou par e-mail, au candidat la réponse réservée à sa demande. L'assemblée générale peut refuser la demande sans motivation. Le refus d'agrément est sans recours.

Section II. Démission et exclusion

Art. 7. Démission

§1^{er}. Chaque membre effectif de l'association est libre de démissionner à tout moment.

Cette démission doit être notifiée au conseil d'administration par lettre recommandée

De raad van bestuur mag desgevallend ook ereleden aanvaarden. De ereleden mogen de algemene vergaderingen bijwonen maar hebben geen stemrecht.

Art. 6. Toelatingsprocedure van de effectieve leden

De oprichters zijn van ambtswege effectieve leden.

De algemene vergadering beslist over de toelating van elke andere kandidaat, die niet de hoedanigheid van stichtend lid heeft, als effectief lid van de vereniging.

Daartoe moet de kandidaat een gemotiveerd verzoek tot de raad van bestuur richten, (bij gewone brief en/of per e-mail op het e-mailadres van de vereniging), met aanduiding van naam, voornaam, woonplaats/benaming en zetel, evenals, in voorkomend geval, de identiteit van het lid/de leden dat/die hem heeft/hebben voorgedragen.

Wanneer de kandidaat een rechtspersoon is, moet deze laatste een behoorlijk gemandateerde natuurlijke persoon aanduiden die hem zal vertegenwoordigen. Binnen de maand na de ontvangst van dit verzoek moet de raad van bestuur de algemene vergadering bijeenroepen om te beslissen over het verzoek.

Binnen acht dagen nadat de algemene vergadering is bijeengekomen en unaniem een besluit genomen heeft, betekent de raad van bestuur aan de kandidaat het antwoord op zijn verzoek bij gewone brief of per e-mail.

De algemene vergadering kan het verzoek weigeren zonder motivering. Tegen weigering van goedkeuring staat geen beroep op de rechter open.

Afdeling II. Uittreding en uitsluiting

Art. 7. Uittreding

§1. Elk effectief lid van de vereniging is op elk moment vrij om uit te treden.

Deze uittreding moet worden betekend aan de raad van bestuur bij aangetekend schrijven of met een elektronische

ou recommandé électronique au siège de l'association.

Un membre effectif qui a la qualité de fondateur ne peut démissionner.

§2. En cas de décès, de faillite, de déconfiture, de liquidation ou d'interdiction d'un membre, celui-ci est réputé démissionnaire de plein droit à cette date.

§3. Un membre démissionnaire ne peut prétendre aux avoirs de l'association.

§4. Les membres adhérents sont libres de se retirer à tout moment de l'association, au moyen d'une notification écrite. La démission prendra cours à compter de la date de cette notification.

Art. 8. Exclusion

§1^{er}. L'association peut, sur proposition du conseil d'administration, exclure un membre effectif sans que cette décision ne doive être motivée.

L'exclusion d'un membre effectif qui a la qualité de fondateur n'est pas possible.

§2. Seule l'assemblée générale est compétente pour prononcer une exclusion. L'exclusion doit être indiquée dans la convocation.

§3. Le membre dont l'exclusion est demandée doit être entendu à l'assemblée générale.

§4. L'exclusion ne peut être prononcée par l'assemblée générale que dans le respect des conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des statuts (à savoir, 2/3 des membres présents ou représentés et unanimité des votes des membres présents ou représentés).

§5. Le conseil d'administration communique dans les quinze jours au membre concerné la décision d'exclusion par e-mail à l'adresse électronique qu'il a communiquée à la société. Si le membre a choisi de communiquer avec la société par courrier, la décision lui est communiquée par pli recommandé.

aangetekende zending op de zetel van de vereniging.

Een effectief lid dat de hoedanigheid van oprichter heeft, kan niet uittreden.

§ 2. In geval van overlijden, faillissement, kennelijk onvermogen, vereffening of onbekwaamheidsverklaring van een lid wordt dit lid op dat ogenblik van rechtswege geacht uit te treden.

§ 3. Een uittredend lid heeft geen aanspraak op het bezit van de vereniging.

§ 4. De toegetreden leden zijn vrij om op elk ogenblik uit de vereniging uit te treden, door middel van een schriftelijke kennisgeving. Het ontslag zal ingaan na de datum van die kennisgeving

Art. 8. Uitsluiting

§1. De vereniging kan, op voorstel van de raad van bestuur, een effectief lid uitsluiten zonder dat dit besluit gemotiveerd moet worden.

Een effectief lid dat de hoedanigheid van oprichter heeft, kan niet uitgesloten worden.

§ 2. Alleen de algemene vergadering is bevoegd om een uitsluiting uit te spreken. De uitsluiting moet worden aangegeven in de oproeping.

§ 3. Het lid wiens uitsluiting wordt gevraagd, moet worden gehoord op de algemene vergadering.

§ 4. De uitsluiting kan slechts door de algemene vergadering worden uitgesproken met naleving van de aanwezigheids- en meerderheidsvereisten voorgeschreven voor een statutenwijziging (met name, 2/3 van de aanwezige of vertegenwoordigde leden en eenparigheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden).

§ 5. De raad van bestuur deelt het besluit tot uitsluiting binnen vijftien dagen mee aan het betrokken lid per e-mail op het door hem aan de vereniging gecommuniceerde e-mailadres. Wanneer het lid gekozen heeft om met de vereniging te communiceren via de post, zal het besluit per aangetekende brief naar hem gestuurd worden.

§6. Un membre exclu ne peut prétendre aux avoirs de l'association.

§7. Les membres adhérents qui agissent contrairement aux buts de l'ASBL peuvent être exclus par une décision unilatérale du conseil d'administration.

Art. 9. Cotisations des membres

Les membres effectifs et adhérents ne sont soumis à aucun droit d'entrée, ni au versement d'une cotisation.

TITRE III. – Administration – Contrôle

Art. 10. Composition du conseil d'administration

L'association est administrée par un conseil d'administration.

Le conseil d'administration est composé d'un minimum de quatre et d'un maximum de neuf membres, président inclus. Au moins deux membres détiennent la qualité de fonctionnaire nommé.

Le conseil doit compter au moins une majorité des administrateurs, nommés sur proposition des membres effectifs qui ont la qualité de fondateur. La Régie des Bâtiments qui a la qualité de fondateur doit au moins proposer deux administrateurs qui détiennent la qualité de fonctionnaire nommé. Le SPF Affaires étrangères qui a la qualité de fondateur doit au moins proposer un administrateur qui détient la qualité de fonctionnaire nommé.

Les administrateurs sont désignés par l'assemblée générale pour une durée maximale de cinq ans. L'assemblée générale peut mettre un terme à tout moment, avec effet immédiat et sans motif au mandat de chaque administrateur.

Les administrateurs sortants ne peuvent être réélus qu'une fois.

Le mandat des administrateurs sortants non réélus prend fin immédiatement après l'assemblée générale ayant statué sur la réélection.

Chaque membre du conseil d'administration peut donner sa démission par simple notification au conseil d'administration. Il

§6. Een uitgesloten lid heeft geen aanspraak op het bezit van de vereniging.

§ 7. Toegetreden leden die handelen in strijd met de doelstellingen van de vereniging kunnen door eenzijdig besluit van de raad van bestuur uitgesloten worden.

Art. 9. Ledenbijdragen

De effectieve en toegetreden leden zijn aan geen enkele ingangsrecht onderworpen, noch tot de betaling van een bijdrage.

TITEL III. – Bestuur – Controle

Art. 10. Samenstelling van de raad van bestuur

De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur. De raad van bestuur is samengesteld uit minstens vier en maximaal negen leden, voorzitter inbegrepen. Minstens twee leden bezitten de hoedanigheid van benoemd ambtenaar.

De raad moet minstens een meerderheid van bestuurders tellen, die worden benoemd op voorstel van de effectieve leden die de hoedanigheid van oprichter hebben. De Regie der Gebouwen die de hoedanigheid van oprichter heeft, moet minstens twee bestuurders voorstellen die de hoedanigheid van benoemd ambtenaar bezitten. De FOD Buitenlandse Zaken die de hoedanigheid van oprichter heeft, moet minstens één bestuurder voorstellen die de hoedanigheid van benoemd ambtenaar bezit.

De bestuurders worden aangesteld door de algemene vergadering voor een maximale duur van vijf jaar. De algemene vergadering kan het mandaat van elke bestuurder te allen tijde en zonder opgave van redenen met onmiddellijke ingang beëindigen.

De uittredende bestuurders kunnen slechts eenmaal herbenoemd worden.

Het mandaat van de uittredende bestuurders die niet herkozen zijn, houdt onmiddellijk op na de algemene vergadering die is overgegaan tot de herverkiezing.

Ieder lid van de raad van bestuur kan zelf ontslag nemen door louter kennisgeving aan de raad van bestuur. Hij kan ook alle nodige

peut également accomplir toutes les démarches nécessaires pour rendre la fin de son mandat opposable aux tiers, conformément aux conditions prévues à l'article 2:18 du Code des sociétés et des associations.

Tout administrateur démissionnaire est tenu de poursuivre l'exercice de ses fonctions jusqu'à ce qu'un successeur soit désigné dans un délai raisonnable, tant que cela est nécessaire pour garantir l'atteinte du quorum minimal mentionné au premier alinéa.

Art. 11. Présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le conseil peut également nommer un administrateur délégué, un vice-président, un trésorier et/ou un secrétaire. En cas d'empêchement du président, il est remplacé par le vice-président ou, à défaut de vice-président, par un autre administrateur désigné par ses collègues ou à défaut d'accord, par le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 12. Convocation du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou, en cas d'empêchement du président, du vice-président ou secrétaire ou, à défaut de vice-président et secrétaire ou s'ils ont un empêchement, d'un autre administrateur désigné par ses collègues.

Art.13. Délibérations du conseil d'administration

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Tout administrateur peut donner mandat à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée du conseil d'administration et pour y voter en lieu et place. Ce mandat doit être donné par écrit.

stappen ondernemen om de beëindiging van zijn mandaat aan derden tegen te werpen overeenkomstig de voorwaarden voorzien in artikel 2:18 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Elke uittredende bestuurder is verplicht zijn functies te blijven uitoefenen totdat een opvolger aangeduid wordt binnen een redelijke termijn, en dit zolang als nodig is om het in de eerste alinea genoemde minimumquorum te bereiken. .

Art.11. Voorzitterschap van de raad van bestuur

De raad van bestuur kiest uit zijn midden een voorzitter.

De raad kan ook een gedelegeerd bestuurder, een ondervoorzitter, een penningmeester en/of een secretaris benoemen.

Indien de voorzitter verhinderd is, wordt hij vervangen door de ondervoorzitter of bij gebrek aan ondervoorzitter, door een andere bestuurder die aangeduid is door zijn collega's, of bij gebrek aan overeenstemming, door de oudste aanwezige bestuurder.

Art.12. Bijeenroeping van de raad van bestuur

De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, indien hij verhinderd is, door de ondervoorzitter of secretaris of bij gebrek aan ondervoorzitter en secretaris of wanneer zij verhinderd zijn, door een andere bestuurder die aangeduid is door zijn collega's.

Art.13. Besluitvorming van de raad van bestuur

De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en besluiten indien de meerderheid van de leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Elke bestuurder kan aan één van zijn collega's volmacht verlenen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde raad van bestuur en om er in zijn plaats te

Le mandant est, dans ce cas, réputé présent. Un administrateur présent ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Toutefois, le ou les administrateurs en tant que fonctionnaire(s) nommé(s) représentant la Régie des Bâtiments et le SPF Affaires étrangères présents peut ou peuvent s'opposer à une décision prise à la majorité, en exerçant un droit de veto motivé. Ce droit de veto est un pouvoir à exercer pour veiller au respect de la loi et de l'intérêt général ainsi qu'à la défense des intérêts stratégiques, géopolitiques et économiques de la Belgique tenant compte également de l'esprit et les dispositions de la charte déontologique de l'association.

Art. 14. Procès-verbaux du conseil d'administration

Les décisions du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion et les administrateurs présents.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial.

Toutes copies et extraits des procès-verbaux sont signés par un ou plusieurs membres du conseil d'administration ayant le pouvoir de représentation, conformément à l'article 15, §2 des présents statuts.

Art. 15. Pouvoirs du conseil d'administration

§1^{er}. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet et du but de l'association, à l'exception de ceux que la loi

stemmen. Deze volmacht dient schriftelijk te zijn. De lastgever wordt dan geacht aanwezig te zijn. Een aanwezige bestuurder kan slechts één mandaat krijgen. De beslissingen van de raad van bestuur worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen is de stem van degene die de vergadering voorziet doorslaggevend. De aanwezige bestuurder(s) die de hoedanigheid van benoemd ambtenaar heeft (hebben) die de Regie der Gebouwen en de FOD Buitenlandse Zaken vertegenwoordigen, kan (of kunnen) zich verzetten tegen een bij meerderheid genomen beslissing door een gemotiveerd vetorecht uit te oefenen. Dit vetorecht is een recht dat uitgeoefend moet worden om te zorgen voor de naleving van de wet en het algemeen belang, evenals de verdediging van de strategische, geopolitieke en economische belangen van België, en waarbij eveneens rekening worden gehouden met de geest en de bepalingen van het deontologisch charter van de vereniging.

Art. 14. Notulen van de raad van bestuur

De besluiten van de raad van bestuur worden weergegeven in de notulen, die worden ondertekend door de voorzitter van de vergadering en de aanwezige bestuurders.

De notulen worden bewaard in een bijzonder register.

Alle afschriften en uittreksels van de notulen worden ondertekend door één of meer leden van de raad van bestuur met vertegenwoordigingsbevoegdheid, overeenkomstig artikel 15, §2 van deze statuten.

Art. 15. Bevoegdheden van de raad van bestuur

§1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het voorwerp en het doel van de vereniging, behoudens die waarvoor volgens de wet of

ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

§2. Le conseil d'administration représente l'association, en ce compris la représentation en justice.

Sans préjudice du pouvoir de représentation général du conseil d'administration comme collègue, l'association est valablement engagée, en et hors justice, par tous les actes qui sont signés par le président du conseil d'administration et deux administrateurs agissants conjointement, dont au moins un est nommé sur proposition d'un membre effectif qui a la qualité de fondateur et ressortant de la catégorie d'administrateur - fonctionnaire public.

Tous les membres du conseil d'administration font preuve d'intégrité et de dévouement. Ils sont tenus d'être suffisamment disponibles et présents aux réunions et d'y participer de manière active et collégiale. Ils sont tenus d'étudier les informations qu'ils reçoivent en vue de la préparation des réunions du conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration sont informés des dates des réunions au moins un mois à l'avance. En cas d'absence, une procuration doit être donnée à un autre membre, choisi librement par le membre absent.

Les membres du conseil d'administration manipulent les informations confidentielles avec diligence et respectent strictement la confidentialité des données personnelles. Cette obligation de confidentialité demeure en vigueur même après la fin de leurs mandats.

Chaque membre du conseil d'administration gère ses intérêts personnels et professionnels de manière à éviter tout conflit d'intérêt direct ou indirect avec l'association.

Art. 16. Rémunération des administrateurs
Les fonctions des administrateurs sont gratuites ; elles ne font l'objet d'aucune rémunération.

deze statuten alleen de algemene vergadering bevoegd is.

§ 2. De raad van bestuur vertegenwoordigt de vereniging, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte.

Zonder afbreuk te doen aan de algemene bevoegdheid van de raad van bestuur om als college de vereniging te vertegenwoordigen, is de vereniging, zowel in als buiten rechte, geldig verbonden door alle akten die worden ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur en twee bestuurders die gezamenlijk optreden, waarvan minstens één benoemd is op voorstel van een effectief lid dat de hoedanigheid van oprichter heeft en dat behoort tot de categorie bestuurder - openbaar ambtenaar.

Alle leden van de raad van bestuur geven blijk van integriteit en toewijding. Ze moeten voldoende beschikbaar zijn en aanwezig zijn op de vergaderingen en actief en collegiaal deelnemen. Ze moeten de informatie bestuderen die ze ontvangen met het oog op de voorbereiding van de vergaderingen van de raad van bestuur. De leden van de raad van bestuur worden minstens een maand op voorhand op de hoogte gebracht van de data van de vergaderingen. Bij afwezigheid moet er een volmacht gegeven worden aan een ander lid dat het afwezige lid vrij kiest.

De leden van de raad van bestuur behandelen de vertrouwelijke informatie zorgvuldig en respecteren nauwgezet de vertrouwelijkheid van persoonlijke gegevens.

Deze vertrouwelijkheidsverplichting blijft zelfs na het einde van hun mandaten van toepassing.

Elk lid van de raad van bestuur behartigt zijn persoonlijke en professionele belangen zodanig dat elk rechtstreeks of onrechtstreeks belangenconflict met de vereniging vermeden wordt.

Art. 16. Vergoeding van de bestuurders
De functies van de bestuurders zijn kosteloos; ze worden niet bezoldigd.

Art. 17. Gestion journalière

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de l'association en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes, membres ou non du conseil d'administration.

Le conseil d'administration détermine s'ils agissent seul, conjointement ou collégalement, dans le respect de l'article 15, § 2.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de l'association que les actes et les décisions qui, soit en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention du conseil d'administration.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

Le conseil d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

Art. 18. Contrôle de l'association

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de l'association est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

TITRE IV. – Assemblée générale**Art. 19.** Composition

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs.

Les membres adhérents et les membres honoraires peuvent assister à l'assemblée générale mais ne disposent pas d'un droit de vote.

Art. 20. Pouvoirs

L'assemblée générale exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Art. 17. Dagelijks bestuur

De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur, alsook de vertegenwoordiging van de vereniging wat dat bestuur aangaat, opdragen aan één of meer personen, al dan niet lid van de raad van bestuur.

De raad van bestuur bepaalt of zij alleen, dan wel gezamenlijk of als college optreden, met naleving van artikel 15, § 2.

Het dagelijks bestuur omvat zowel de handelingen en de beslissingen die niet verder reiken dan de behoeften van het dagelijks leven van de vereniging, als de handelingen en de beslissingen die, ofwel om reden van hun minder belang dat ze vertonen, ofwel omwille van hun spoedeisend karakter, de tussenkomst van de raad van bestuur niet rechtvaardigen.

De gedelegeerden voor het dagelijks bestuur kunnen in het kader van dat bestuur bijzondere volmachten verlenen aan iedere lasthebber.

De raad van bestuur stelt de eventuele toekenningen en verloning vast voor de gedelegeerden voor het dagelijks bestuur. Hij kan hen op elk ogenblik ontslaan.

Art. 18. Controle van de vereniging

Wanneer het door de wet vereist is en binnen de wettelijke grenzen, wordt het toezicht op de vereniging toevertrouwd aan één of meerdere commissarissen, benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

TITEL IV. – Algemene vergadering**Art. 19.** Samenstelling

De algemene vergadering bestaat uit alle effectieve leden.

De toegetroden leden en de ereleden mogen de algemene vergadering bijwonen maar hebben geen stemrecht.

Art. 20. Bevoegdheden

De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die de wet en deze statuten haar toewijzen.

Ceci comprend les compétences exclusives suivantes qui peuvent seulement être exercées par l'assemblée générale :

- 1° la modification des statuts ;
- 2° la nomination et la révocation des administrateurs et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération leur est attribuée ;
- 3° la nomination et la révocation du commissaire et la fixation de sa rémunération ;
- 4° la décharge à octroyer aux administrateurs et au commissaire, ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et les commissaires ;
- 5° l'approbation des comptes annuels et du budget ;
- 6° la dissolution de l'association ;
- 7° l'exclusion d'un membre ;
- 8° la transformation de l'association en association internationale sans but lucratif, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée ;
- 9° effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité ;
- 10° tous les autres cas où la loi ou les présents statuts l'exigent.

En outre, l'assemblée générale doit adopter une charte de déontologie au cours de sa première année de fonctionnement, sur la base d'une proposition soumise par le conseil d'administration, dans les six premiers mois de la première année de fonctionnement. Cette proposition vaut d'office et de manière provisoire de charte jusqu'à ce que l'assemblée générale ait elle-même adopté une charte déontologique.

Art. 21. Tenue et convocation

Une assemblée générale ordinaire se tient chaque année, au siège, au plus tard le troisième jeudi du mois de mars. Si ce jour est férié, l'assemblée générale est remise au premier jour ouvrable suivant.

Dit omvat de volgende exclusieve bevoegdheden die alleen door de algemene vergadering kunnen worden uitgeoefend:

- 1° de statutenwijziging;
- 2° de benoeming en de afzetting van de bestuurders en de bepaling van hun bezoldiging ingeval een bezoldiging wordt toegekend;
- 3° de benoeming en de afzetting van de commissaris en de bepaling van zijn bezoldiging;
- 4° de kwijting aan de bestuurders en de commissaris, alsook, in voorkomend geval, het instellen van de verenigingsvordering tegen de bestuurders en de commissarissen;
- 5° de goedkeuring van de jaarrekening en van de begroting;
- 6° de ontbinding van de vereniging;
- 7° de uitsluiting van een lid;
- 8° de omzetting van de vereniging in een internationale vereniging zonder winstoogmerk, een coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming of in een erkende coöperatieve vennootschap sociale onderneming;
- 9° het aanvaarden of het doen van een inbreng om niet van een gemeenschap;
- 10° alle andere gevallen waarin de wet of deze statuten dat vereisen.

De algemene vergadering moet bovendien tijdens haar eerste werkingsjaar een deontologisch charter goedkeuren, op basis van een door de raad van bestuur ingediend voorstel, tijdens de eerste zes maanden van het eerste werkingsjaar. Dat voorstel geldt van ambtswege en tijdelijk als charter totdat de algemene vergadering zelf een deontologisch charter ingevoerd heeft.

Art. 21. Organisatie en bijeenroeping

Ieder jaar wordt een gewone algemene vergadering gehouden in de zetel uiterlijk op de derde donderdag van de maand maart. Valt de hierboven bepaalde datum op een wettelijke feestdag dan wordt de algemene vergadering verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

Le conseil d'administration et, le cas échéant, le commissaire, doit convoquer l'assemblée générale dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, ainsi que chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige ou au moins un membre en fait la demande. Dans ce dernier cas, les membres indiquent les sujets à porter à l'ordre du jour dans leur demande. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, le commissaire convoquera l'assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation. L'assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour qui suit cette demande.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Toute proposition signée par au moins un vingtième des membres est portée à l'ordre du jour.

Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux membres, aux administrateurs et, le cas échéant, aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles l'association ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Une copie des documents qui doivent être transmis à l'assemblée générale en vertu de la loi est envoyée sans délai et gratuitement aux membres, aux administrateurs et aux commissaires qui en font la demande.

Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Art. 22. Admission à l'assemblée générale
Pour être admis à l'assemblée générale un membre doit être inscrit en cette qualité dans le registre des membres.

De raad van bestuur en, in voorkomend geval, de commissaris, moet de algemene vergadering bijeenroepen in de gevallen bepaald door de wet en deze statuten, en tevens telkenmale het belang van de vereniging het vereist of wanneer ten minste of wanneer ten minste één vijfde van de leden het vraagt. In dit laatste geval, zullen deze leden de agendapunten aangeven in hun verzoek. De raad van bestuur of, in voorkomend geval, de commissaris zal de algemene vergadering bijeenroepen eenentwintig dagen na het verzoek tot bijeenroeping. De algemene vergadering wordt uiterlijk gehouden op de veertigste dag na dit verzoek.

De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda. Elk door ten minste één twintigste van de leden ondertekend voorstel wordt op de agenda gebracht.

Ze worden tenminste vijftien dagen voor de algemene vergadering verstuurd per e-mail gericht aan de leden, aan de bestuurders en, in voorkomend geval, aan de commissarissen. Aan de personen voor wie de vereniging niet over een e-mailadres beschikt, wordt de oproeping verstuurd bij gewone post, op dezelfde dag als de verzending van de elektronische oproepingen.

Aan de leden, de bestuurders en, in voorkomend geval, de commissarissen die erom verzoeken, wordt onverwijld en kosteloos een kopie verzonden van de stukken die krachtens de wet aan de algemene vergadering moeten worden voorgelegd.

Iedere persoon kan verzaken aan de oproeping en zal in ieder geval als regelmatig opgeroepen worden beschouwd als hij aanwezig of vertegenwoordigd is op de vergadering.

Art.22. Toegang tot de algemene vergadering
Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, dient een lid in die

Art. 23. Séances

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président, ou, à défaut, par l'administrateur désigné ou à défaut le plus âgé. En l'absence de tout administrateur, l'assemblée générale sera présidée par un membre présent désigné par les autres membres. Dans ce cas-ci, à défaut d'accord, le président sera le membre le plus âgé.

Le président désignera le secrétaire.

Art. 24. Délibérations

§ 1^{er}. Seuls les membres effectifs ont droit à un vote égal à l'assemblée générale. Chaque membre effectif dispose d'une voix. Les membres fondateurs, en tant que membres effectifs, disposent toujours de la majorité.

Les fonctionnaires nommés représentant la Régie des Bâtiments et le SPF Affaires étrangères disposent d'un droit de veto dans l'assemblée générale.

Tout membre effectif peut donner à un autre membre une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en lieu et place. Une procuration octroyée reste valable pour chaque assemblée générale suivante dans la mesure où il y est traité des mêmes points de l'ordre du jour, sauf si le mandataire ne serait plus membre de l'association.

Les membres adhérents ou honoraires n'ont pas de droit de vote.

§ 3. Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

§ 4. Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, l'assemblée générale ne

hoedanigheid ingeschreven te zijn in het register van de leden.

Art.23. Zittingen

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur, of in diens afwezigheid door de ondervoorzitter of, bij gebrek daaraan, door de aangeduide bestuurder of, bij gebrek daaraan, door de oudste aanwezige bestuurder. Indien geen enkele bestuurder aanwezig is, wordt de algemene vergadering voorgezeten door een aanwezig lid dat wordt aangeduid door de andere leden. In dit geval zal de voorzitter, bij gebrek aan een akkoord, het oudste lid zijn.

De voorzitter zal een secretaris aanduiden.

Art.24. Beraadslagingen

§ 1. Enkel de effectieve leden hebben gelijke stemrechten op de algemene vergadering. Elk effectief lid beschikt over één stem. De stichtende leden beschikken als effectieve leden steeds over de meerderheid.

De benoemde ambtenaren die de Regie der Gebouwen en de FOD Buitenlandse Zaken vertegenwoordigen beschikken over een vetorecht in de algemene vergadering.

Elk effectief lid kan aan een ander lid een schriftelijke volmacht geven om zich te laten vertegenwoordigen op de algemene vergadering en daar in zijn plaats te stemmen. Een verleende volmacht blijft geldig voor elke volgende algemene vergadering in de mate waarin daarop dezelfde agendapunten worden behandeld, tenzij de lastgever niet langer lid zou zijn van de vereniging.

De toegetreden leden of ereleden hebben geen stemrecht.

§ 3. Elke algemene vergaderingen mag enkel beslissen over de voorstellen die zijn opgenomen in de agenda, behalve als alle personen die moeten worden opgeroepen, aanwezig of vertegenwoordigd zijn en, in het laatste geval, op voorwaarde dat de volmachten dit uitdrukkelijk vermelden.

§ 4. Behoudens in de gevallen voorzien door de wet of deze statuten, mag de algemene

peut délibérer que si au moins la moitié des membres effectifs sont présents ou représentés et les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres effectifs-. Les votes nuls, les votes blancs et les abstentions ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Toutefois, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications statutaires (en ce compris la modification du but et de l'objet social), l'exclusion d'un membre et la dissolution volontaire de l'ASBL que si les propositions ont été indiquées avec précision dans la convocation et si au moins deux tiers des membres effectifs sont présents ou représentés. La proposition de décision ne peut être adoptée qu'à l'unanimité des membres effectifs. Les votes nuls, les votes blancs et les abstentions ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si deux tiers des membres effectifs ne sont pas présents ou représentés, une seconde assemblée sera convoquée qui pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Cette seconde assemblée doit se tenir au minimum 15 jours après la première assemblée.

Art. 25. Procès-verbaux

§ 1^{er}. Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale sont consignés dans un registre tenu au siège. Ils sont signés par le président de l'assemblée générale et le secrétaire, ainsi que par les membres présents qui le demandent.

La liste de présences et les rapports éventuels, les procurations ou les votes par correspondance sont annexés au procès-verbal.

Le registre des procès-verbaux est conservé au siège de l'association où tous les

vergadering enkel beraadslagen als minstens de helft van de effectieve leden aanwezig of vertegenwoordigd is en worden de besluiten genomen bij gewone meerderheid van stemmen van de effectieve leden. Voor het bepalen van de meerderheid wordt geen rekening gehouden met blanco en nietige stemmen, noch met onthoudingen.

De algemene vergadering kan echter over statutenwijzigingen (met inbegrip van de wijziging van het doel en het voorwerp), de uitsluiting van een lid en de vrijwillige ontbinding van de vzw alleen dan op geldige wijze beraadslagen en besluiten, wanneer de voorgestelde wijzigingen nauwkeurig zijn aangegeven in de oproeping en wanneer ten minste twee derde van de leden op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Het voorstel van beslissing kan slechts bij eenparigheid van stemmen van de effectieve leden aangenomen worden. Voor het bepalen van de meerderheid wordt geen rekening gehouden met blanco en nietige stemmen, noch met onthoudingen.

Wanneer twee derde van de effectieve leden niet op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn, dan is een tweede bijeenroeping nodig en de nieuwe vergadering beraadslaagt op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. De tweede vergadering moet minstens vijftien dagen volgend op de eerste vergadering worden gehouden.

Art.25. Notulen

§ 1. De notulen van de besluiten van de algemene vergadering worden neergelegd in een register dat wordt bewaard op de zetel. Zij worden ondertekend door de voorzitter van de algemene vergadering en de secretaris, evenals door de aanwezige leden die erom vragen.

De aanwezigheidslijst en de eventuele verslagen, de volmachten of de schriftelijke stemmen worden bij de notulen gevoegd.

Het register van de notulen wordt bewaard op de zetel van de vereniging alwaar alle

membres peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre.

Les copies à délivrer aux tiers sont signées par un ou plusieurs membres du conseil d'administration ayant le pouvoir de représentation.

TITRE V. – Financement – Exercice social – Règlement d'ordre intérieur

Art. 26. Financement

L'association sera uniquement financée par les dons, legs et les revenus de ses activités.

Art. 27. Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration établit les comptes annuels conformément aux dispositions légales applicables. Le conseil d'administration établit également une proposition de budget pour l'exercice social suivant.

Le conseil d'administration soumet les comptes annuels de l'exercice social précédent et la proposition de budget pour l'exercice social suivant à l'assemblée générale annuellement.

Art. 28. Règlement d'ordre intérieur

Un règlement d'ordre intérieur devra être établi par le conseil d'administration et présenté pour approbation à l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

TITRE VI. – Dissolution – Liquidation

Art. 29. Dissolution

L'association peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale prise aux mêmes conditions que celles prévues pour la modification de l'objet ou du but désintéressé de l'association. Le cas échéant, les obligations d'établir un rapport devront être respectées conformément à la loi.

leden er kennis kunnen van nemen, zonder verplaatsing van het register.

Kopieën voor derden worden ondertekend door één of meerdere leden van de raad van bestuur met vertegenwoordigingsbevoegdheid.

TITEL V. – Financiering – Boekjaar – Intern reglement

Art.26. Financiering

De vereniging zal enkel worden gefinancierd door giften, legaten en de inkomsten uit haar activiteiten.

Art.27. Boekjaar

Het boekjaar van de vereniging gaat in op 1 januari en eindigt op 31 december van ieder jaar.

Op deze laatste datum wordt de boekhouding van de vereniging afgesloten en stelt de raad van bestuur de jaarrekening op overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen. De raad van bestuur stelt tevens een begrotingsvoorstel op voor het volgende boekjaar.

De raad van bestuur legt de jaarrekening over het vorige boekjaar en het begrotingsvoorstel voor het volgende boekjaar ter goedkeuring voor op de jaarlijkse algemene vergadering.

Art.28. Intern reglement

Een intern reglement moet worden opgesteld door de raad van bestuur en ter goedkeuring voorgelegd worden aan de algemene vergadering. Wijzigingen aan dit intern reglement zullen kunnen worden aangebracht door de algemene vergadering via een gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

TITEL VI. – Ontbinding – Vereffening

Art.29. Ontbinding

De vereniging kan op elk moment worden ontbonden door een besluit van de algemene vergadering genomen onder dezelfde voorwaarden als voor de wijziging van het voorwerp of van het belangeloos doel van de vereniging. Daarbij zullen desgevallend de wettelijke verplichtingen

Art. 30. Liquidateurs

En cas de dissolution de l'association, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, les administrateurs en fonction sont désignés comme liquidateurs en vertu des présents statuts si aucun autre liquidateur n'aurait été désigné, sans préjudice de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

Art. 31. Affectation de l'actif net

En cas de dissolution et liquidation, l'assemblée générale extraordinaire statue sur l'affectation du patrimoine de l'association, lequel doit en toute hypothèse être affecté à un but désintéressé.

Cette affectation est opérée après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après consignation des montants nécessaires à cet effet.

En toutes hypothèses, la Régie des Bâtiments retrouve la pleine maîtrise et gestion du site du Pavillon chinois.

TITRE VII. - Dispositions diverses**Art. 32.** Election de domicile

Pour l'exécution des présents statuts, tout membre, administrateur, commissaire ou liquidateur domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de l'association.

Art. 33. Compétence judiciaire

Pour tout litige entre l'association, ses membres, administrateurs, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de l'association et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, sauf si l'association n'y renonce expressément.

nageleefd worden betreffende het opstellen van een rapport.

Art.30.Vereffenaars

Bij ontbinding van de vereniging, om welke reden en op welk ogenblik het ook zij, zijn de bestuurders in functie aangewezen als vereffenaars krachtens deze statuten indien geen andere vereffenaar zou zijn benoemd, en dit zonder afbreuk te doen aan het recht van de algemene vergadering om één of meerdere vereffenaars aan te duiden, hun bevoegdheden te beschrijven en hun vergoeding te bepalen.

Art.31. Bestemming van het netto-actief

In geval van ontbinding en vereffening, beslist de buitengewone algemene vergadering over de bestemming van het vermogen van de vereniging, dat in ieder geval tot een belangeloos doel moet worden aangewend.

Deze aanwending geschiedt na aanzuivering van alle schulden, lasten en kosten van de vereffening of na consignatie van de nodige sommen om die te voldoen..

De Regie der Gebouwen krijgt in ieder geval het volledige beheer over de site van het Chinees Paviljoen terug.

TITEL VII. – Diverse bepalingen**Art.32.** Woonstkeuze

Voor de uitvoering van deze statuten, kiest elke in het buitenland wonend lid, bestuurder, commissaris of vereffenaar, woonplaats op de zetel waar alle mededelingen, aanmaningen, dagvaardingen en betekeningen hem geldig kunnen worden gedaan als hij geen andere woonplaats heeft gekozen in België voor alle betrekkingen met de vereniging.

Art.33. Gerechtelijke bevoegdheid

Voor elk betwisting omtrent de zaken van de vereniging en de uitvoering van deze statuten, tussen de vereniging, haar leden, bestuurders, commissarissen en vereffenaars, wordt een exclusieve bevoegdheid toegekend aan de rechtbank in wiens rechtsgebied de zetel is gevestigd,

Art. 34. Droit commun

Les dispositions du Code des sociétés et des associations, auxquelles il n'est pas légalement possible de déroger, sont considérées comme intégrées dans les présents statuts. Les clauses contraires aux dispositions impératives de ce Code sont réputées non écrites.

DISPOSITIONS FINALES ET (OU)
TRANSITOIRES

Les comparants prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'une expédition de l'acte constitutif, conformément à la loi.

1. Premier exercice social et première
assemblée générale ordinaire

Le premier exercice social débutera le jour du dépôt au greffe d'une expédition du présent acte et finira le 31 décembre 2025. La première assemblée générale ordinaire doit avoir lieu, au plus tard, le troisième jeudi du mois de mars 2026.

2. Adresse du siège

L'adresse du siège est située à : 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, 87, boîte 2.

3. Désignation des administrateurs

L'assemblée décide de fixer le nombre d'administrateurs à sept.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur pour une durée de cinq ans ici présents ou représentés et qui acceptent :

- Madame Diane HENNEBERT , domicilié à [*]
- Monsieur Piet STEEL , domicilié à [*]
- Monsieur Bernard DEWIT, président de la chambre de commerce belgo-chinoise, domicilié à [*]
- Comtesse Evelyn du MONCEAU de BERGENDAL, ex-présidente d'UCB, domicilié à [*]
- Monsieur Eric DOMB , administrateur délégué et directeur de Pairi Daiza, domicilié à [*]

tenzij de vereniging er uitdrukkelijk aan verzaakt.

Art.34. Gemeen recht

De bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarvan wettelijk niet kan afgeweken worden, worden geacht te zijn opgenomen in deze statuten. Clausules die strijdig zijn met de dwingende bepalingen van dat Wetboek worden geacht niet te zijn geschreven.

SLOT- EN/OF OVERGANGSBEPALINGEN

De comparanten nemen unaniem de volgende beslissingen die pas van kracht worden op de datum van de indiening ter griffie van een afschrift van de oprichtingsakte, overeenkomstig de wet.

1. Eerste boekjaar en eerste gewone
algemene vergadering

Het eerste boekjaar begint op de dag van de indiening ter griffie van een afschrift van deze akte en eindigt op 31 december 2025. De eerste gewone algemene vergadering zal dus plaatsvinden uiterlijk op de derde donderdag van de maand maart 2026.

2. Adres van de zetel

Het adres van de zetel is gevestigd te: 1060 Brussel, Gulden Vlieslaan, 87, bus 2.

3. Aanduiding van de bestuurders

De vergadering beslist het aantal bestuurders te bepalen op zeven.

Worden benoemd tot bestuurder voor een periode van vijf jaar hier aanwezig of vertegenwoordigd en die aanvaarden;

- Mevrouw Diane HENNEBERT, gedomicilieerd te [*]
- De heer Piet STEEL, * gedomicilieerd te [*]
- De heer Bernard DEWIT, voorzitter van de Belgisch-Chinese kamer van koophandel *, * gedomicilieerd te [*]
- Gravin Evelyn du MONCEAU de BERGENDAL, oud-voorzitter van UCB, gedomicilieerd te [*]
- De heer Eric DOMB, gedelegeerd bestuurder en directeur van Pairi Daiza, gedomicilieerd te [*]

Sur proposition de la Régie des Bâtiments :

-Madame Amandine VANDERHULST, fonctionnaire nommé, faisant élection de domicile à 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, 87, boîte 2 ;

- Madame Anne-Sophie GILLAIN , fonctionnaire nommé, faisant élection de domicile à 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, 87, boîte 2 ;

Sur proposition du SPF Affaires étrangères :

-[*]

Leur mandat est gratuit.

4. Reprise des engagements pris au nom de l'association en formation

Tous les engagements ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises par l'un ou l'autre des comparants au nom et pour compte de l'association en formation sont repris par l'association présentement constituée, par décision du conseil d'administration qui sortira ses effets à compter de l'acquisition par l'association de sa personnalité juridique.

5. Pouvoirs

Madame Diane HENNEBERT, prénommée, est désignée en qualité de mandataire *ad hoc* de l'association, afin de disposer des fonds, de signer tous documents et de procéder aux formalités requises auprès de l'administration de la tva ou en vue de l'inscription à la Banque carrefour des Entreprises.

Aux effets ci-dessus, le mandataire *ad hoc* aura le pouvoir de prendre tous engagements au nom de l'association, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat qui lui est confié.

Son mandat est gratuit.

Op voorstel van de Regie der Gebouwen :

-Mevrouw Amandine VANDERHULST , overheidsambtenaar, domicilie gekozen hebbende te 1060 Brussel, Gulden Vlieslaan 87 bus 2;

-Mevrouw Anne-Sophie GILLAIN, overheidsambtenaar, domicilie gekozen hebbende te 1060 Brussel, Gulden Vlieslaan 87 bus 2.

Op voorstel van de FOD Buitenlandse Zaken:

-[*]

Hun mandaat is onbezoldigd.

4. Overname van de verbintenissen aangegaan in naam van de vereniging in oprichting

Alle verbintenissen evenals de daaruit voortvloeiende verplichtingen, en alle activiteiten die door de ene of de andere comparant in naam en voor rekening van de vereniging in oprichting worden ondernomen, worden overgenomen door de thans opgerichte vereniging, bij besluit van de raad van bestuur dat pas van kracht wordt vanaf de dag dat de vereniging rechtspersoonlijkheid bezit.

5. Machtigingen

Mevrouw Diane HENNEBERT, voornoemd, wordt aangeduid als gemachtigde *ad hoc* van de vereniging, teneinde te beschikken over de fondsen, alle documenten te ondertekenen en de vereiste formaliteiten bij de btw-administratie te vervullen of met het oog op de inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen. De gemachtigde *ad hoc* heeft de bevoegdheid om alle verbintenissen aan te gaan in naam van de vereniging, dergelijke verklaringen uit te voeren indien nodig, alle documenten te ondertekenen en in het algemeen alles te doen wat nuttig of noodzakelijk is voor de uitvoering van het mandaat dat hem werd toevertrouwd.

Haar mandaat is onbezoldigd.

Annexe 2. à l'arrêté royal du 25 décembre 2024 autorisant la Régie des Bâtiments à s'associer avec l'Etat belge en vue de créer une association sans but lucratif afin de rendre possible la rénovation et la gestion du Pavillon chinois à Laeken et autorisant la Régie des Bâtiments à donner en concession le Pavillon chinois à l'association

Concession domaniale portant sur le « Pavillon Chinois », avenue Van Praet 44, 1020 Bruxelles

Entre

la RÉGIE DES BÂTIMENTS,

dont le siège est sis avenue de la Toison d'Or 87 boîte 2 à 1060 Bruxelles,
N° d'entreprise : 0208.312.646,
représentée par Monsieur Mathieu Michel, Secrétaire d'Etat chargé de la Régie des Bâtiments,
dénommée ci-après « le Concédant » ou « la Régie »,
et

l'association sans but lucratif «PALAIS CHINOIS ET DES PAYS DES ROUTES DE LA SOIE »,

dont le siège est sis avenue de la Toison d'Or 87 boîte 2 à 1060 Bruxelles
N° d'entreprise : [*],
représentée par le président du conseil d'administration et deux administrateurs conformément à l'article 15, §2 des statuts étant :

- [*]
- [*]
- [*]

dénommée ci-après « le Concessionnaire »,

PRÉAMBULE

1. Considérant la nécessité de rénover le site dit du « Pavillon chinois » sis avenue Van Praet 44 à 1020 Bruxelles

Bijlage 2. bij het koninklijk besluit van 25 december 2024 tot machtiging van de Regie der Gebouwen om zich te verenigen met de Belgische Staat met het oog op de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk voor de renovatie en het beheer van het Chinees Paviljoen in Laken en tot machtiging van de Regie der Gebouwen om het Chinees Paviljoen in concessie te geven aan de vereniging

Domeinconcessie met betrekking tot het "Chinees Paviljoen", Van Praetlaan 44, 1020 Brussel

Tussen

de REGIE DER GEBOUWEN,

waarvan de hoofdzetel gevestigd is aan de Gulden Vlieslaan 87 bus 2 te 1060 Brussel,
Ondernemingsnummer: 0208.312.646,
vertegenwoordigd door de heer Mathieu Michel, Staatssecretaris voor Digitalisering, belast met de Regie der Gebouwen,
hierna "de Concessiegever" of "de Regie",
en

de vereniging zonder winstoogmerk "CHINEES PALEIS EN VAN DE LANDEN VAN DE ZIJDEROUTES ",

waarvan de hoofdzetel gevestigd is aan de Gulden Vlieslaan 87 bus 2 te 1060 Brussel
Ondernemingsnummer: [*],
vertegenwoordigd door de voorzitter van de raad van bestuur en twee bestuurders overeenkomstig artikel 15, § 2 van de statuten, zijnde:

- [*]
- [*]
- [*]

hierna "de Concessiehouder",

INLEIDING

1. Overwegende de noodzaak om de site van het "Chinees Paviljoen" aan de Van Praetlaan 44 te 1020 Brussel te

en vue de permettre notamment sa réouverture au public ;

2. Considérant que l'asbl « Palais chinois et des pays des routes de la soie » a pour but désintéressé d'assurer la rénovation, la gestion administrative, financière, patrimoniale et culturelle du « Pavillon chinois » ainsi que toutes les activités et événements relatifs à celui-ci et qu'elle a notamment pour objectif de :

- Assurer le financement et le suivi de la restauration du « Pavillon chinois », ainsi que ses équipements futurs, son entretien et son animation en coordination avec les services compétents, entre autre urban.brussels, l'administration régionale compétente en matière d'urbanisme et de patrimoine.
- Garantir le fonctionnement et la qualité de la nouvelle affectation du « Pavillon chinois » orientée à la fois vers une activité culturelle (ouverture permanente au public en journée), des objectifs diplomatiques et des relations amicales entre des entreprises et institutions belges et asiatiques.

3. Considérant que la Régie des Bâtiments a été autorisée par l'arrêté royal du 25 décembre 2024, à donner en concession le Pavillon chinois à l'asbl « Palais chinois et des pays des routes de la soie », précitée ;

Sont convenues les dispositions qui suivent:

renoveren met het oog op zijn heropening voor het publiek;

2. Overwegende dat de vzw “Chinees Paleis en van de landen va de Zijderoutes ” als belangeloos doel heeft om te zorgen voor de renovatie, het administratief en financieel beheer, en het patrimonium- en cultuurbeheer van het “Chinees Paviljoen” evenals alle activiteiten en evenementen betreffende het Chinees Paviljoen en dat haar doel is om:

- In te staan voor de financiering en opvolging van de restauratie van het Chinees Paviljoen evenals van zijn toekomstige uitrustingen, het onderhoud en de activiteiten in coördinatie met de bevoegde diensten , waaronder urban.brussels, de gewestelijke administratie bevoegd voor stedenbouw en erfgoed.
- De werking en de kwaliteit te waarborgen van de nieuwe bestemming van het “Chinees Paviljoen” die zowel gericht is op culturele activiteiten (permanente opening voor het publiek overdag) als op diplomatieke doelstellingen en vriendschappelijke betrekkingen tussen Belgische en Aziatische ondernemingen en instellingen.

3. Overwegende dat de Regie der Gebouwen bij koninklijk besluit van 25 december 2024 Paviljoen in concessie te geven aan de voornoemde vzw “Chinees Paleis en de landen van de Zijderoutes ”;

Worden de volgende bepalingen overeengekomen:

Art. 1^{er}. Objet de la Concession

Le concédant donne en concession le « Pavillon chinois », sis avenue Van Praet 44 à 1020 Bruxelles, connu au cadastre de Bruxelles, sous la dix-huitième division, section E, parcelle 0235B P0000, tel qu'indiqué sur les plans et bien connu du concessionnaire ci-après dénommé « le bien » ou « le bien immobilier ».

Ces plans sont joints à la présente convention de concession et en font partie intégrante (annexe 1).

Art. 2. État des biens donnés en concession

Le concessionnaire reconnaît avoir visité le bien qui est donné en concession, être d'accord avec l'état dans lequel il se trouve et l'accepter en l'état.

Un état des lieux d'entrée sera établi entre les parties.

Le concessionnaire s'engage à restituer, à l'expiration de la convention, le bien dans un bon état conforme à son statut de monument protégé, à l'exception de l'usure normale et des interventions ou constructions réalisées avec l'accord du concédant.

Au cours des trente jours précédant l'entrée en vigueur et l'expiration de la convention de concession, un état des lieux contradictoire est établi en présence des deux parties. Les états des lieux d'entrée et de sortie formeront partie intégrante de la convention de concession.

Art. 3. L'engagement d'une rénovation et d'une gestion

La concession vise deux objectifs : d'une part une rénovation du bien et d'autre part, une gestion liées à la préservation du bien tenant compte de sa grande valeur patrimoniale et culturelle.

Art. 1. - Voorwerp van de Concessie

De concessiegever geeft in concessie het "Chinees Paviljoen", aan de Van Praetlaan 44 te 1020 Brussel, bekend ten kadaster te Brussel, achttiende afdeling, sectie E, perceel 0235B P0000, zoals vermeld op de plannen en goed gekend door de concessiehouder, hierna "het goed" of "het onroerend goed" genoemd.

Deze plannen zijn bijgevoegd aan deze concessieovereenkomst en maken er integraal deel van uit (bijlage 1).

Art. 2. Staat van de in concessie gegeven goederen

De concessiehouder erkent het goed te hebben bezocht dat in concessie wordt gegeven, akkoord te gaan met de staat waarin het zich bevindt en deze te aanvaarden in deze staat.

Een plaatsbeschrijving zal bij ingang opgesteld worden onder partijen.

De concessiehouder verbindt zich ertoe het goed bij het einde van de overeenkomst terug te geven in goede staat die overeenstemt met zijn status als beschermd monument, met uitzondering van de normale slijtage en met uitzondering van de uitgevoerde interventies en de opgerichte constructies door de concessiehouder, met akkoord van de concessiegever.

In de periode van 30 dagen vóór de inwerkingtreding en voorafgaand aan het einde van de concessieovereenkomst, wordt een tegensprekelijke plaatsbeschrijving opgemaakt in aanwezigheid van beide partijen. De plaatsbeschrijvingen bij ingang en bij uitgang zullen integraal deel uitmaken van de concessieovereenkomst.

Art. 3. De verbintenis tot renovatie en beheer

De concessie heeft twee doelen: enerzijds de renovatie van het goed en anderzijds een beheer dat bescherming van het goed beoogt en rekening houdt met zijn grote patrimoniale en culturele waarde.

La rénovation du bien se réalise sous la responsabilité du Concessionnaire. Le Concessionnaire est responsable de l'exécution complète des travaux de rénovation du site et ce sur la base de l'étude réalisée par Origin pour le compte et sous contrôle de la Régie des Bâtiments, sans limitation de montant quant au coût des travaux de rénovation.

Le Concessionnaire est également responsable de l'obtention des permis et autorisations nécessaires, ainsi que de la gestion, de l'entretien, de la mise en œuvre, du suivi et du financement des travaux de rénovation du site.

Le Concessionnaire est responsable pour la gestion liée à la préservation du bien tenant compte de sa grande valeur patrimoniale et culturelle.

Le Concessionnaire a l'obligation :

- de gérer et d'exploiter le bien tout en respectant le caractère patrimonial, architectural et extrêmement symbolique du site ainsi que sa destination d'intérêt public ;
- de garantir l'ouverture du bien immobilier au public ;
- de garantir un accès prioritaire au Pavillon chinois et à ses annexes aux responsables institutionnels et aux entreprises mécènes du projet en veillant à ne pas entraver l'accès du public au site sauf lors d'événements spéciaux ou de circonstances particulières nécessitant des restrictions temporaires. Cependant, la plupart du temps, le site devra rester ouvert au public ;
- garantir l'ouverture du bâtiment principal et ses annexes au moins 200 jours calendaires par an, de

De renovatie van het goed valt onder de verantwoordelijkheid van de Concessiehouder. De Concessiehouder is verantwoordelijk voor de volledige uitvoering van de renovatiewerken op de site, en dit op basis van de studie die Origin heeft uitgevoerd voor rekening en onder toezicht van de Regie der Gebouwen, zonder beperking van bedrag van de renovatiewerken.

De Concessiehouder is eveneens verantwoordelijk voor het verkrijgen van de nodige vergunningen en toelatingen, alsook voor het beheer, het onderhoud, de uitvoering, de opvolging en de financiering van de renovatiewerken op de site.

De concessionaris is verantwoordelijk voor het beheer in verband met het behoud van het goed, rekening houdend met zijn grote erfgoed- en culturele waarde.

De concessionaris is verplicht :

- het goed te beheren en te exploiteren met respect voor het erfgoed, het architecturale en zeer symbolische karakter van de site en de bestemming van openbaar belang;
- te garanderen dat het onroerend goed open zal zijn voor het publiek;
- de institutionele en bedrijfsponsors van het project prioritaire toegang tot het Chinese paviljoen en de bijgebouwen te garanderen, waarbij erop wordt toegezien dat de toegang voor het publiek niet wordt belemmerd, behalve tijdens speciale evenementen of in bijzondere omstandigheden die tijdelijke beperkingen vereisen. Het grootste deel van de tijd moet de locatie echter open blijven voor het publiek;
- garanderen dat het hoofdgebouw en de bijgebouwen ten minste 200 kalenderdagen per jaar volledig

manière entièrement accessible, en assurant une ouverture interactive du site, permettant de transmettre son histoire, son patrimoine et ses valeurs aux visiteurs ;

- garantir l'ouverture du site à au moins deux groupes cibles différents : d'une part les touristes et les visiteurs, et d'autre part les entreprises et institutions publiques belges et étrangères, en particulier celles qui collaborent avec des pays asiatiques dans le but d'entretenir des relations économiques, diplomatiques, culturelles et amicales entre les entreprises et institutions belges et asiatiques ;
- Organiser diverses activités culturelles ouvertes au public, comprenant au moins deux grandes expositions par an, ainsi que des conférences, des concerts et d'autres événements, dans le bâtiment principal et/ou ses annexes

Le Concessionnaire a le droit d'organiser des activités lucratives visant uniquement à générer des fonds pour assurer le bon fonctionnement de l'association et de ses activités. Par activités lucratives, il est notamment visé la location du site pour des événements en lien avec l'objet social de l'association, l'exploitation d'une boutique ou encore la mise en place d'une cafétéria destinée à l'usage des visiteurs.

Le Concessionnaire est informé du caractère protégé du bien : par arrêté du 12 juin 1997, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé le classement comme site du jardin du Pavillon Chinois (Moniteur belge du 8 octobre 1997), et par arrêté du 12 décembre 2019, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé le

toegankelijk zijn, zodat de site interactief wordt opengesteld en de geschiedenis, het erfgoed en de waarden ervan aan de bezoekers kunnen worden doorgegeven;

- Ervoor zorgen dat de site toegankelijk is voor minstens twee verschillende doelgroepen: toeristen en bezoekers enerzijds en Belgische en buitenlandse bedrijven en openbare instellingen anderzijds, in het bijzonder diegene die samenwerken met Aziatische landen met als doel het onderhouden van economische, diplomatieke, culturele en vriendschappelijke relaties tussen Belgische en Aziatische bedrijven en instellingen;
- Verschillende culturele activiteiten te organiseren die toegankelijk zijn voor het publiek, waaronder minstens twee grote tentoonstellingen per jaar, alsook conferenties, concerten en andere evenementen in het hoofdgebouw en/of de bijgebouwen.

De concessionaris heeft het recht winstgevende activiteiten te organiseren die uitsluitend tot doel hebben fondsen te genereren om de goede werking van de vereniging en haar activiteiten te verzekeren. Activiteiten met winst oogmerk omvatten in het bijzonder het verhuren van de locatie voor evenementen die verband houden met het maatschappelijk doel van de vereniging, het uitbaten van een winkel of het inrichten van een cafetaria ten behoeve van bezoekers.

De Concessiehouder werd op de hoogte gebracht van de beschermde status van het goed: bij besluit van 12 juni 1997 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering beslist om de tuin van het Chinees Paviljoen als site te klasseren (Belgisch Staatsblad van 8 oktober 1997), en bij besluit van 12 december 2019 heeft de Brusselse

classement comme monument de la totalité du Pavillon chinois (Moniteur belge du 21 février 2020).

Le Concessionnaire est informé que l'Inspection régionale a constaté des infractions aux articles 98, §1er et 300, 1° et 5° a), de l'arrêté du 9 avril 2004 coordonnant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire. Il est également informé que la Région de Bruxelles-Capitale a entamé une action en cassation environnementale concernant ce bien, à l'encontre de la Régie des Bâtiments, et que cette affaire est actuellement pendante devant le tribunal de première instance de Bruxelles (RG n° 24/138/C).

La concession est octroyée pour une gestion d'utilité publique afin de développer et maintenir une activité culturelle (ouverture permanente du site au public en journée), des objectifs diplomatiques et des relations amicales entre des entreprises et institutions belges et asiatiques.

Le concessionnaire s'engage à respecter la destination du bien mentionné dans cet article et à l'utiliser en bon père de famille. Sans autorisation écrite préalable du concédant, aucune modification ne peut être apportée à la destination du bien concédé.

Art. 4. Exploitation

Les opérations commerciales qui ne respectent pas la destination du bien concédé sont interdites.

Le concessionnaire doit, en tout cas, assurer l'exploitation continue, ininterrompue et effective du bien.

Le concessionnaire s'engage à respecter la législation applicable aux associations publiques.

Le concessionnaire s'engage à tenir un registre des libéralités, dans lequel sont inscrits les nom, prénom et lieu de résidence

Hoofdstedelijke Regering beslist om het volledige Chinees Paviljoen als monument te klasseren (Belgisch Staatsblad van 21 februari 2020).

De Concessiehouder werd ervan op de hoogte gebracht dat de Gewestelijke Inspectie inbreuken heeft vastgesteld op de artikelen 98, §1 en 300, 1° en 5° a) van het besluit van 9 april 2004 tot coördinatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening. De Concessiehouder werd er ook van op de hoogte gebracht dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een milieustakingsvordering met betrekking tot dit goed heeft ingesteld tegen de Regie der Gebouwen, en dat deze zaak momenteel hangende is voor de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel (RG nr. 24/138/C).

De concessie is toegekend voor beheer van algemeen belang met als doel het ontwikkelen en behouden van een culturele activiteit (permanente opening van de site voor het publiek overdag), diplomatieke doelstellingen en vriendschappelijke betrekkingen tussen Belgische en Aziatische ondernemingen en instellingen.

De concessiehouder verbindt er zich toe de in dit artikel vermelde bestemming van het goed te eerbiedigen en het goed te gebruiken als goede huisvader. Zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de concessiegever mag geen wijziging van de bestemming van het in concessie gegeven goed gebeuren.

Art. 4. Exploitatie

Handelsverrichtingen die de bestemming van het in concessie gegeven goed niet respecteren zijn verboden.

De concessiehouder moet alleszins de voortdurende, ononderbroken en werkelijke uitbating van het goed verzekeren.

De concessiehouder verbindt zich ertoe de wetgeving die van toepassing is voor publieke verenigingen na te leven.

De concessiegever verbindt zich ertoe om een register van giften bij te houden waarin de naam, voornaam en woonplaats van de

de chaque donateur (et dans le cas d'une personne morale, le nom, le lieu du siège social, le numéro dans la Banque-Carrefour des Entreprises), ainsi que les détails associés à la libéralité.

Art. 5. L'entrée en vigueur de la concession et sa durée

La concession entre en vigueur au jour de l'approbation du premier permis de construire autorisant les travaux de rénovation prévus, en tout ou en partie.

Dès que le contrat de concession est signée, le Concessionnaire peut prendre toutes les mesures habituelles et nécessaires, directement ou indirectement, pour la réalisation des travaux et de l'exploitation prévus.

La durée de la présente convention de concession est fixée à trente ans à partir de son entrée en vigueur.

La concession peut être prolongée une seule fois pour une nouvelle période de trente ans au terme de laquelle elle prendra fin de plein droit sans qu'un quelconque préavis ne soit exigé. La reconduction n'est pas tacite et doit être demandée par recommandé au moins un an avant l'échéance par le concessionnaire au concédant. A défaut de réponse du concédant dans les six mois de la date du recommandé, la prolongation sera considérée comme étant refusée.

Lors de la prolongation, le concédant peut revoir unilatéralement les conditions de la présente convention de concession.

Art. 6. Préavis

§ 1. Le concédant peut mettre fin unilatéralement à la convention de concession à tout moment et sans motif moyennant le respect d'un préavis de deux ans.

§ 2. En cas de non-respect par le concessionnaire des conditions de la

schenker (en in het geval van een rechtspersoon, de naam, plaats van de maatschappelijke zetel, het nummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen) wordt opgenomen, samen met de bijzonderheden verbonden aan de gift.

Art. 5. De inwerkingtreding en duur van de concessie

Deze concessie zal in werking treden op de dag van de goedkeuring van de eerste bouwvergunning die de volledige of gedeeltelijke uitvoering van de voorziene renovatiewerken toestaat.

Zodra de concessieovereenkomst is ondertekend, mag de Concessiehouder alle gebruikelijke en noodzakelijke maatregelen treffen, direct of indirect, om de voorziene werken en uitbating uit te voeren.

De duur van deze concessieovereenkomst is vastgelegd op dertig jaar vanaf de inwerkingtreding ervan.

De concessie kan één keer verlengd worden met een nieuwe periode van dertig jaar waarna deze van rechtswege beëindigd wordt zonder dat enige vooropzeg vereist is. De verlenging gebeurt niet stilzwijgend en moet aangevraagd worden per aangetekend schrijven minstens één jaar vóór de einddatum door de concessiehouder aan de concessiegever. Bij gebrek aan antwoord van de concessiegever binnen de zes maanden vanaf de datum van het aangetekend schrijven, wordt de verlenging beschouwd als zijnde geweigerd.

Bij de verlenging kan de concessiegever eenzijdig de voorwaarden van de onderhavige concessieovereenkomst herzien.

Art. 6. Opzegtermijn

§ 1. De concessiegever kan te allen tijde de concessieovereenkomst zonder opgaaf van reden eenzijdig beëindigen mits inachtneming van een opzegtermijn van twee jaar.

§ 2. Indien de concessiehouder de voorwaarden van deze overeenkomst niet

convention, le concédant peut y mettre fin unilatéralement, sous réserve d'un préavis de six mois. Cette résiliation est possible à condition que le concessionnaire ait été mis en demeure et qu'il n'ait pas remédié à la situation dans un délai de nonante jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure.

§ 3. Les résiliations prévues au présent article ne peuvent en aucun cas donner lieu à une quelconque indemnisation du concessionnaire.

Art. 7. Pas de droit de préférence

À l'issue de la période de concession, le concédant n'accorde aucun droit de préférence au concessionnaire.

Art. 8. Indemnité de concession

La concession est consentie et acceptée moyennant une redevance fixe annuelle symbolique d'un euro.

Elle est payable chaque année à la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention sur le compte BE12 6790 4505 6092 ouvert au nom de la Régie des Bâtiments.

Art. 9. Droit de visite, contrôle de l'exécution de la concession et personnes de contact

Le concédant ou son fonctionnaire dirigeant délégué est toujours autorisé à se rendre dans les locaux donnés en concession afin d'y contrôler le respect rigoureux des dispositions de la présente convention.

Le concédant désigne un fonctionnaire dirigeant chargé du contrôle et du suivi administratif et technique de l'exécution de la concession.

Le concédant s'engage à informer le concessionnaire de tout changement de fonctionnaire dirigeant.

Pour la prise de décisions présentant des implications financières, il doit obtenir l'accord préalable de son/ses supérieur(s) hiérarchique(s) conformément aux règles de

heeft gerespecteerd, kan de concessiegever eenzijdig de concessieovereenkomst beëindigen, met inachtneming van een opzegtermijn van zes maanden. Deze beëindiging is mogelijk op voorwaarde dat de concessiehouder in gebreke werd gesteld en dat de concessiehouder de toestand niet heeft verholpen binnen de negentig kalenderdagen na ontvangst ervan.

§ 3. De opzeg voorzien in onderhavig artikel kan in geen enkel geval aanleiding geven tot enige schadevergoeding aan de concessiehouder.

Art. 7. Geen voorkeursrecht

De concessiegever kent, na afloop van deze concessietermijn, geen enkel recht van voorkeur toe aan de concessiehouder.

Art. 8. Concessievergoeding

De concessie wordt verleend en aanvaard mits een vaste symbolische vergoeding van één euro per jaar.

Het is elk jaar betaalbaar op de verjaardag van de inwerkingtreding van de overeenkomst op rekening BE12 6790 4505 6092 op naam van de Regie der Gebouwen.

Art. 9. Bezoekrecht, controle van de uitvoering van de concessie en contactpersonen

De concessiegever of zijn gemachtigde leidend ambtenaar is steeds gerechtigd om zich in de in concessie gegeven lokalen te begeven om er de strikte naleving van de bepalingen van deze overeenkomst te controleren.

De concessiegever stelt voor deze concessie een leidend ambtenaar aan belast met de administratieve en technische controle en opvolging van de uitvoering van de concessie.

De concessiegever verbindt zich ertoe de concessiehouder op de hoogte te brengen van elke wijziging van leidend ambtenaar.

Voor het nemen van beslissingen met financiële implicaties dient hij voorafgaandelijk het akkoord te ontvangen van zijn hiërarchische meerdere(n)

délégation et de sous-délégation applicables à la Régie des Bâtiments.

Le concessionnaire désigne une personne de contact pour le contrôle et le suivi de l'exécution de la convention et il communique l'identité de cette personne au concédant.

Le concessionnaire s'engage à informer le concédant de toute modification de personne de contact.

Art. 10. Cession et transfert

Il est interdit au concessionnaire de transférer la présente concession en tout ou en partie, de la confier ou de la céder à des tiers ou de grever le bien d'une hypothèque ou d'un droit réel.

Art. 11. Permis et autorisations

Le concessionnaire est tenu de disposer des permis et autorisations nécessaires quant à la rénovation et l'exploitation du bien et prend, à cet effet et à ses frais, toutes les initiatives et mesures nécessaires.

Art. 12. Gestion, entretien et gardiennage du bien par le concessionnaire

Le concessionnaire est responsable de la rénovation, la gestion, de l'entretien et du gardiennage du bien concédé. Il a l'obligation d'entretenir le bien concédé en bon père de famille et d'effectuer toutes les réparations courantes ou d'usure normale.

La gestion comprend les coûts de raccordement, d'abonnement et d'utilisation des équipements d'utilité publique tels que, entre autres, l'eau, l'électricité, le gaz, le téléphone, la télévision par câble, l'internet, etc. Ces coûts sont à la charge du concessionnaire. Le concédant n'est pas garant du raccordement à quelque réseau de distribution que ce soit.

L'entretien comprend l'ensemble de l'entretien et des réparations du bien concédé à charge du concessionnaire par analogie à l'entretien du locataire

overeenkomstig de delegatie- en subdelegatieregeling van de Regie der Gebouwen.

De concessiehouder stelt een contactpersoon aan voor de controle en de opvolging van de uitvoering van de overeenkomst en deelt de identiteit ervan mee aan de concessiegever.

De concessiehouder verbindt zich ertoe de concessiegever in te lichten over elke wijziging van contactpersoon.

Art. 10. Cessie en overdracht

Het is de concessiehouder verboden deze concessie geheel of gedeeltelijk over te dragen, aan derden toe te vertrouwen of af te staan of het goed met een hypotheek of een zakelijk recht te bezwaren.

Art. 11. Vergunningen en toelatingen

De concessiehouder is ertoe gehouden om over de nodige vergunningen en toelatingen te beschikken met betrekking tot de renovatie en de uitbating van het goed en neemt hiervoor op zijn kosten alle nodige initiatieven en maatregelen.

Art. 12. Beheer, onderhoud en bewaking van het goed door de concessiehouder

De concessiehouder staat in voor de renovatie, het beheer, het onderhoud en de bewaking van het in concessie gegeven goed. Hij heeft de verplichting om het in concessie gegeven goed te onderhouden als een goede huisvader en alle gewone herstellingen of herstellingen van normale slijtage uit te voeren.

Het beheer omvat de kosten voor aansluiting, abonnementen en gebruik van nutsvoorzieningen zoals onder meer water, elektriciteit, gas, telefoon, kabeltelevisie, internet, enz. Deze kosten zijn ten laste van de concessiehouder. De concessiegever staat niet garant voor de aansluiting op eender welk distributienet.

Het onderhoud omvat het volledige onderhoud en alle huurherstellingen van het in concessie gegeven goed ten laste van de concessiehouder, naar analogie met het

conformément aux dispositions du Code civil en matière de location, étant entendu que pendant l'exécution de la concession, le concessionnaire prend en tout cas à sa charge les frais afférents à l'aménagement de l'intérieur, y compris les travaux de peinture et de tapisserie, la réparation de châssis, portes, vitrages bloqués, etc.

Le concessionnaire doit protéger le bien mis à disposition contre l'infiltration d'eau via des fenêtres et gouttières ou des rigoles, il doit protéger les tuyaux, compteurs et robinets contre le gel ; il doit entretenir les robinets et équipements des sanitaires et, au besoin, les remplacer. Il doit également veiller à ce que les tuyaux et conduites d'évacuation des eaux de surface, usées et de pluie, et ceux servant à la vidange des sanitaires ne soient pas bouchés.

Le gardiennage du bien concédé est à la charge du concessionnaire . Concernant le gardiennage, le concessionnaire a l'obligation de prendre toutes les mesures de lutte contre le vandalisme et l'effraction. Le concédant n'a aucune obligation en la matière.

Si le concessionnaire ne respecte pas ses obligations, le concédant pourra, dans les trente jours calendaires après envoi d'un recommandé valant mise en demeure et restée sans suite, faire exécuter d'office les travaux et réparations nécessaires, sans aucune procédure judiciaire et exclusivement aux frais du concessionnaire.

Le coût des travaux ainsi exécutés et préfinancé par le concédant sera recouvrable du concessionnaire sur présentation des factures, majorées des frais généraux consentis par le concédant, fixés forfaitairement à 10 % du montant de la facture.

onderhoud van de huurder overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huur met dien verstande dat de concessiehouder tijdens de uitvoering van de Concessie in elk geval de kosten op zich neemt wat betreft de inrichting van het interieur, inclusief schilder- en behangwerken, herstel van klemmende ramen, deuren, glaswerk, enz.

De concessiehouder moet het ter beschikking gestelde goed vrijwaren tegen waterinsijpeling via ramen en goten, de buizen, meters en kranen beschutten tegen vorst, de kranen en de sanitaire voorzieningen onderhouden en ze zo nodig vervangen. Hij dient er ook voor te zorgen dat de buizen en pijpen voor de afvoer van regen-, afval- en oppervlaktewaters en sanitaire voorzieningen niet verstopt geraken.

De bewaking van het in concessie gegeven goed is ten laste van de concessiehouder. Inzake bewaking is de concessiehouder verplicht alle maatregelen te treffen om vandalisme en inbraak tegen te gaan. De concessiegever heeft ter zake geen verplichtingen.

Indien de concessiehouder zijn verplichtingen niet nakomt, zal de concessiegever, binnen de dertig kalenderdagen na het zenden van een aangetekend schrijven, geldend als ingebrekestelling en dat zonder gevolg gebleven is, ambtshalve en zonder een gerechtelijke procedure en uitsluitend op kosten van de concessiehouder de noodzakelijke werken en herstellingen mogen doen uitvoeren.

De geprefinancierde kosten van de aldus uitgevoerde werken zullen teruggevorderd kunnen worden van de concessiehouder op vertoon van de facturen, verhoogd met de door de concessiegever gemaakte algemene onkosten, forfaitair vastgesteld op 10% van het bedrag van de factuur.

Art. 13. Réparations importantes et grand entretien

Le concessionnaire est également tenu de prendre à sa charge les réparations importantes et le grand entretien par analogie à l'entretien du propriétaire conformément aux dispositions du Code Civil en matière de location.

Le coût de l'exécution éventuelle des réparations importantes et du grand entretien par le concessionnaire ne peut en aucune manière être réclamé auprès du concédant.

Art. 14. Travaux effectués par le concessionnaire

Le concessionnaire conservera une copie de toutes les factures relatives aux travaux réalisés pendant toute la durée de la concession. Le concédant a le droit de consulter ces factures à tout moment et d'en recevoir des copies gracieusement.

Le concessionnaire n'est par ailleurs pas autorisé à effectuer des travaux d'infrastructure, de transformation, d'amélioration ou de construction sans l'autorisation écrite préalable du concédant. L'autorisation doit être demandée par courrier ordinaire.

Tous les travaux d'infrastructure, de transformation, d'amélioration ou de construction qui ont été effectués par le concessionnaire avec l'autorisation du concédant sont, au terme de la présente convention, acquis au concédant, en pleine propriété sans que celui-ci ne soit redevable d'une quelconque indemnité ; il ne faut, par conséquent, rien enlever.

Pour tous les travaux d'infrastructure, de transformation, d'amélioration ou de construction qui ont été effectués par le concessionnaire sans l'autorisation du concédant, le concédant a le choix, soit de conserver les travaux sans être redevable d'une quelconque indemnité, soit de rétablir le bien dans son état initial tel qu'il ressort

Art. 13. Zware herstellingen en groot onderhoud

De concessiehouder is er ook toe gehouden de zware herstellingen en het groot onderhoud te zijnen laste te nemen, naar analogie met het onderhoud van de eigenaar overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk wetboek inzake huur.

De kostprijs van de eventuele uitvoering van de zware herstellingen en het groot onderhoud door de concessiehouder kan op geen enkele wijze verhaald worden op de concessiegever.

Art. 14. Werken uitgevoerd door de concessiehouder

De concessiehouder bewaart een kopie van alle facturen met betrekking tot de uitgevoerde werken tijdens de volledige duur van de concessie. De concessiegever heeft het recht om deze facturen op elk moment te raadplegen en er kosteloos kopieën van te ontvangen.

Het is de concessiehouder trouwens niet toegestaan infrastructuur-, verbouwings-, verbeterings- of bouwwerken uit te voeren zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de concessiegever. De toelating moet gevraagd worden per gewone brief.

Alle infrastructuur-, verbouwings-, verbeterings- of bouwwerken die met toestemming van de concessiegever door de concessiehouder werden uitgevoerd, zijn bij het einde van deze overeenkomst in volle eigendom verworven door de concessiegever, zonder dat deze tot enige vergoeding is gehouden; er dient bijgevolg geen wegruiming te geschieden voor deze werken.

Voor alle infrastructuur-, verbouwings-, verbeterings- of bouwwerken die zonder toestemming van de concessiegever door de concessiehouder werden uitgevoerd, heeft de concessiegever de keuze ofwel om deze werken te behouden zonder enige vergoeding verschuldigd te zijn, ofwel het goed in de oorspronkelijke toestand te laten

de l'état des lieux d'entrée aux frais et périls du concessionnaire.

Art. 15. Sous-traitance

Le fait que le concessionnaire confie éventuellement tout ou partie de ses engagements concernant des travaux et/ou de l'entretien à un tiers ne décharge pas le concessionnaire de ses responsabilités envers le concédant. Le concédant n'a aucun lien contractuel avec ces tiers. Le concessionnaire reste seul responsable de l'exécution de la concession vis-à-vis du concédant.

Art. 16. Assurances

Le concessionnaire est tenu d'assurer, auprès d'une compagnie d'assurances agréée, les biens mis à sa disposition contre l'incendie et les périls connexes tels que la foudre, l'explosion, l'implosion, le contact avec des véhicules, l'action de l'électricité, les attentats et les conflits de travail, le vandalisme, les tempêtes, la grêle, la pression de la neige et de la glace, les catastrophes naturelles, les dégâts des eaux et le bris de vitres, et ce à concurrence de sa quote-part dans les parties privatives du bâtiment qu'il utilise.

Le concessionnaire est également tenu d'assurer sa responsabilité d'occupant du bâtiment.

Le concessionnaire doit assurer son contenu, le matériel ainsi que les travaux d'amélioration et d'adaptation en renonçant à tout recours à l'encontre de la Régie des Bâtiments.

Le concessionnaire fournira chaque année la preuve de ces assurances, ainsi que celle du paiement de la prime, en envoyant une attestation d'assurance conforme au modèle imposé à la Régie des Bâtiments à l'adresse et ce pour la première fois dans un délai de trente jours calendrier suivant la notification de la convention signée par le concédant au concessionnaire.

herstellen overeenkomstig de plaatsbeschrijving bij ingang op kosten en risico van de concessiehouder.

Art. 15. Onderaanneming

Het feit dat de concessiehouder eventueel alles of een deel van zijn verbintenissen met betrekking tot de werken en/of het onderhoud toevertrouwt aan een derde ontslaat de concessiehouder niet van zijn aansprakelijkheid ten opzichte van de concessiegever. De concessiegever heeft geen enkele contractuele band met die derden. De concessiehouder blijft alleen aansprakelijk voor de uitvoering van de concessie ten opzichte van de concessiegever.

Art. 16. Verzekeringen

De concessiehouder is verplicht de ter beschikking gestelde goederen te verzekeren bij een erkende verzekeringsmaatschappij tegen brand en aanverwante gevaren zoals blikseminslag, ontploffing, implosie, aanraking met voertuigen, uitwerking van elektriciteit, aanslagen en arbeidsconflicten, vandalisme, storm, hagel, ijs- en sneeuwdruk, natuurrampen, waterschade en glasbreuk en dit ten belope van zijn aandeel in de privaatief gebruikte delen in het gebouw.

De concessiehouder moet eveneens zijn aansprakelijkheid als bezetter van het gebouw verzekeren.

De concessiehouder dient zijn inboedel, het materieel alsook de verbeterings- en aanpassingswerken te verzekeren met afstand van verhaal tegen de Regie der Gebouwen.

De concessiehouder zal jaarlijks het bewijs van deze verzekeringen leveren, alsook het bewijs van de betaling van de premie, door een verzekeringsattest dat conform is aan het opgelegd model op te sturen naar de Regie der Gebouwen op het adres en dit voor het eerst binnen een termijn van dertig kalenderdagen volgend op de betekening

Art. 17. Impôts et taxes

Tous les impôts et taxes, actuels et futurs, quels qu'ils soient, y compris le précompte immobilier, qui sont ou seront prélevés par l'État, la région, la province, la commune ou éventuellement d'autres autorités et institutions relativement aux espaces, locaux ou terrains concédés, à leur occupation ou aux activités qui y sont exercées par le concessionnaire, sont à la charge du concessionnaire.

Le cas échéant, le concessionnaire est tenu de rembourser ces charges au concédant dans les trente jours, après avoir reçu du concédant une demande de paiement appuyée, par exemple, par une copie de l'avertissement-extrait de rôle ou de la quittance attestant le paiement de ces charges. Le concédant n'a cependant aucune obligation de préfinancement des charges et / ou taxes vis-à-vis du concessionnaire.

Art. 18. Servitudes

Durant la période de la concession, le concessionnaire ne peut grever le bien concédé d'aucune hypothèque ni servitude.

Art. 19. Communication

Pour l'échange de documents et pour leur correspondance mutuelle, les parties utilisent de préférence des moyens électroniques sauf autres dispositions dans cette convention.

Art. 20. Modification des prescriptions

Tous les coûts découlant de quelque transformation, adaptation ou extension que ce soit des biens concédés en exécution de quelque prescription légale, administrative, professionnelle ou autre que ce soit en matière d'hygiène, de santé publique, de sécurité ou de sécurité au travail en raison de la nature de

van de overeenkomst ondertekend door de concessiegever aan de concessiehouder.

Art. 17. Belastingen en taksen

Alle en gelijk welke, huidige en toekomstige belastingen en taksen, inclusief de onroerende voorheffing, die door de Staat, het gewest, de provincie, de gemeente of eventueel andere overheden en instellingen geheven worden of zullen worden met betrekking tot de in concessie gegeven ruimtes, lokalen of terreinen, hun bezetting of de activiteiten die er door de concessiehouder worden uitgeoefend, zijn ten laste van de concessiehouder.

Desgevallend is de concessiehouder verplicht deze lasten terug te betalen aan de concessiegever binnen de dertig dagen, nadat hij van de concessiegever een betalingsaanvraag gestaafd met bijvoorbeeld een afschrift van het aanslagbiljet of het kwijtschrift waaruit de betaling van deze lasten blijkt, ontvangen heeft. De concessiegever heeft echter geen enkele verplichting tot prefinanciering van de lasten en / of taksen ten opzichte van de concessiehouder.

Art. 18. Erfdienstbaarheden

Gedurende de duur van de concessie, kan de concessiehouder het in concessie gegeven goed niet met enige hypotheek of erfdienstbaarheid bezwaren.

Art. 19. Communicatie

Voor de uitwisseling van documenten en voor hun wederzijdse briefwisseling, gebruiken de partijen bij voorkeur elektronische middelen tenzij anders overeengekomen in deze overeenkomst.

Art. 20. Wijziging van de voorschriften

Alle kosten die voortvloeien uit om het even welke verbouwing, aanpassing of uitbreiding van de in concessie gegeven goederen als uitvoering van om het even welke wettelijke, administratieve, beroepsmatige of andere voorschriften inzake hygiëne, openbare gezondheid, veiligheid of arbeidsveiligheid omwille van de aard van de uitbating van de

l'exploitation par le concessionnaire sont à la charge du concessionnaire.

Art. 21. Garantie

L'application de sanctions éventuelles ne prive pas le concédant de son droit à réclamer la réparation intégrale du préjudice qu'il subit du fait des manquements contractuels et retards dans l'exécution de la convention de concession. Le concessionnaire reste garant vis-à-vis du concédant des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait de manquements ou de retards dans l'exécution de la convention de concession.

Art. 22. Actions en justice

Toute citation devant le juge contre le concédant relative à la présente concession est signifiée au concédant au plus tard trente mois après la fin de la durée de la concession, sous peine de forclusion.

Tout litige que la présente concession pourrait occasionner entre les parties et qui ne serait pas résolu à l'amiable relève de la seule compétence des cours et tribunaux belges.

Les parties s'engagent à intervenir volontairement, à leurs frais et à la première demande de l'autre partie, dans toute procédure relative concernant la présente convention ou son exécution.

Art. 23. Réglementation en vigueur

La présente convention de concession est régie exclusivement par le droit belge.

Art. 24. Enregistrement

Les coûts éventuels de timbres et d'enregistrement de la présente convention de concession sont à la charge du concessionnaire.

Pour le concédant

Pour le concessionnaire

concessiehouder zijn ten laste van de concessiehouder.

Art. 21. Waarborg

De toepassing van eventuele sancties ontzegt de concessiegever niet het recht om de integrale herstelling te eisen van de schade die hij lijdt door de contractuele gebreken en vertragingen in de uitvoering van de concessieovereenkomst. De concessiehouder blijft garant staan ten opzichte van de concessiegever voor de schadevergoedingen die deze desgevallend verschuldigd is aan derden door gebreken of vertragingen in de uitvoering van de concessieovereenkomst.

Art. 22. Rechtsgedingen

Elke dagvaarding voor de rechter tegen de concessiegever met betrekking tot deze Concessie wordt, op straffe van verval, betekend aan de concessiegever ten laatste dertig maanden na het eind van de looptijd van de concessie.

Elk geschil waartoe deze concessie tussen partijen aanleiding zou geven, en dat niet opgelost geraakt met een minnelijke schikking, behoort tot de exclusieve bevoegdheid van de Belgische hoven en rechtbanken.

De partijen verbinden er zich toe op eigen kosten op eerste verzoek van de andere partij vrijwillig tussen te komen in elke procedure die betrekking heeft op of verband houdt met deze overeenkomst of de uitvoering ervan.

Art. 23. Toepasselijke reglementering

Deze concessieovereenkomst wordt uitsluitend beheerst door het Belgisch recht.

Art. 24. Registratie

De eventuele kosten van zegels en registratie van deze concessieovereenkomst zijn ten laste van de concessiehouder.

Voor de concessiegever

Voor de concessiehouder